

Musulmans et non musulmans
les nœuds du dialogue

Deze publicatie is eveneens verkrijgbaar in het Nederlands onder de titel
'Moslims en niet-moslims. Knelpunten in de dialoog'

Une publication de la Fondation Roi Baudouin,
rue Brederode 21 à 1000 Bruxelles

Auteurs: Jordane Carpentier de Changy, Felice Dassetto et Brigitte Maréchal,
Centre Interdisciplinaire d'Etudes de l'Islam dans le Monde Contemporain
(CISMOC) - Université Catholique de Louvain (UCL)

Coordination pour la Fondation Roi Baudouin :
Guido Knops, directeur
Benoît Fontaine, *conseiller de programme*
Jan Blondeel, *responsable de projet*
Greet Massart, *assistante*

Graphisme : Casier/Fieuchs
Impression : Enschedé-Van Muysewinkel

Cette publication peut être téléchargée gratuitement sur le site www.kbs-frb.be
Cette publication peut être commandée (gratuitement) sur notre site www.kbs-frb.be,
par e-mail à l'adresse publi@kbs-frb.be ou auprès de notre centre de contact,
tél +32-70-233 728, fax +32-70-233 727

Dépôt légal : D/2006/2848/17
ISBN-13 : 978-2-87212-501-2
ISBN-10 : 2-87212-501-9
EAN : 9782872125012
Septembre 2006

Avec le soutien de la Loterie Nationale

Rapport réalisé à la demande de la Fondation Roi Baudouin par Jordane Carpentier de Changy, Felice Dassetto et Brigitte Maréchal du Centre Interdisciplinaire d'Etudes de l'Islam dans le Monde Contemporain (CISMOC) - Université Catholique de Louvain (UCL)

Septembre 2006



UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN

FACULTE DE SCIENCES ECONOMIQUES, SOCIALES ET POLITIQUES

UNITE D'ANTHROPOLOGIE ET DE SOCIOLOGIE

Centre Interdisciplinaire d'Etudes de l'Islam dans le Monde Contemporain
(CISMOC)

Sommaire

<i>Avant-propos</i>	page 4
Introduction	page 9
1. Méthode	page 11
<i>Brève présentation</i>	
<i>Intérêt de la méthode</i>	
2. Le constat d'un malaise	page 14
<i>L'islam est criminalisé</i>	
<i>L'islam se radicalise</i>	
<i>Conclusion</i>	
3. Les causes du malaise : quatre types d'analyse	page 17
<i>Les causes socio-économiques et socioculturelles : des constats relativement partagés</i>	
<i>L'image de l'islam et des musulmans : une image pas à leur goût</i>	
<i>La responsabilité belge : des positions contrastées au Nord et au Sud du pays</i>	
<i>La responsabilité de l'islam et de la communauté musulmane : une distanciation et une critique difficiles</i>	
4. Des attentes	page 25
<i>Le besoin de reconnaissance</i>	
<i>L'exigence de réponses claires</i>	
5. Identité	page 30
<i>L'identité en isolement</i>	
<i>L'identité contingente</i>	
<i>L'identité métisse</i>	
<i>L'identité à négocier</i>	
<i>Conclusion</i>	
6. Les valeurs des jeunes et leur rapport au religieux	page 37
<i>Le respect des prescriptions par amour de Dieu</i>	
<i>Le rejet de la contrainte, l'authenticité et une relative tolérance</i>	
<i>Possible entente ou affrontement ?</i>	
<i>Conclusion</i>	
7. Islam et école	page 42
<i>Les manifestations à visage islamique dans les écoles</i>	
<i>Les attentes des participants musulmans à l'égard de l'école</i>	
<i>Les excès de certains élèves musulmans : tentatives d'explication</i>	
<i>Conclusion</i>	
8. Islam et médias	page 48
<i>Grande insatisfaction des musulmans par rapport à l'image médiatique de l'islam et des musulmans</i>	
<i>L'information par rapport à l'islam : questions et difficultés</i>	
<i>Conclusion</i>	
9. Islam et politique	page 53
<i>Un débat difficile</i>	
<i>Les fondements du politique</i>	
<i>Conclusion</i>	
Conclusion : les nœuds du débat	page 59
<i>Questions en présence</i>	
<i>Regards transversaux</i>	
Résumé	page 62
Executive summary	page 63

Avant-propos

Les personnes d'origine musulmane représentent environ 400 000 personnes en Belgique et, selon les sources, entre 9 et 15 millions en Europe. Or, on constate que la présence en Belgique et en Europe de musulmans et de l'Islam suscite des interrogations et des crispations. Ces interrogations ou conflits témoignent souvent d'un manque de connaissance du sujet et d'une insuffisance de dialogue de longue durée afin de trouver des solutions.

C'est pourquoi, en septembre 2003, la Fondation Roi Baudouin a lancé un projet consacré à ce sujet. Au cœur de ce projet se trouvent à la fois des questions ayant une dimension culturelle, sociétale et religieuse.

Les objectifs poursuivis visent :

- d'une part, à stimuler une meilleure connaissance, une perception plus complète, des défis et opportunités liés à la présence de l'Islam et des musulmans en Belgique et en Europe ;
- et d'autre part, à contribuer à la diffusion de ces connaissances, des 'bonnes pratiques' et pistes de solutions auprès, en priorité, des responsables amenés à prendre des décisions ayant un lien avec cette matière et actifs dans différents secteurs (pouvoirs publics, société civile, entreprises, enseignement...).

Pour ce faire, la Fondation a mis sur pied un forum d'échange et de réflexion qui travaille dans la durée et qui permet à des gens d'horizons divers et qui ne se parlent peut-être pas aujourd'hui de dialoguer sur le sujet. Le forum comprend deux volets : un volet belge et un volet européen.

Pour le volet belge, un comité d'accompagnement, sous la présidence de Jan GRAULS, Président du Service Public Fédéral Affaires étrangères et Commerce extérieur, a été constitué. Ce comité est composé de personnes issues de divers milieux de la société belge et choisies pour leur expertise et réputation en la matière. Il est chargé d'aider la Fondation à identifier et traiter les thèmes dont il faut débattre. Le volet européen est essentiellement développé en collaboration avec le European Policy Centre (EPC).

Constatant la difficulté à mener un dialogue serein et non polarisé entre musulmans et non musulmans, la Fondation a désiré soutenir une recherche-action initiée en 2005 visant à identifier les nœuds qui se trouvent au cœur des relations entre musulmans et non musulmans en Belgique aujourd'hui. Cette recherche appréhende dans quel état se trouvent réellement ces rapports, à partir de divers angles d'approches (l'école, les médias, les jeunes etc.), et elle examine pourquoi ces relations sont actuellement difficiles. Enfin, elle vise également à cerner les marges de manœuvre actuellement possibles, de part et d'autre, afin de saisir le cadre des évolutions envisageables.

Cette recherche, qui s'intégrait dans un projet de recherche européen, a également été réalisée grâce au soutien du Consiglio italiano per le Scienze Sociali (CSS-Ethnobarometer, International Research Network on Interethnic Politics and Migration, Rome), représenté par Monsieur Alessandro Silj. Nous le remercions vivement pour son initiative, en vue de la comparaison européenne.

1. Ce travail fait l'objet d'une publication scientifique plus exhaustive. En voici les références : J. de Changy, F. Dassetto et B. Maréchal, Relations et co-inclusion - Islam en Belgique, Paris, L'Harmattan (collection Compétences interculturelles), 2006, 220 p.

Nous remercions les auteurs pour la précision et la qualité de leur travail¹. Nous remercions enfin chaleureusement toutes les personnes qui ont participé aux forums réflexifs. Sans leur engagement et leur présence active, cette entreprise n'aurait pu voir le jour et porter ses fruits.

La Fondation Roi Baudouin

Les publications suivantes ont été publiées dans le cadre du projet 'Islam et musulmans'. Elles sont disponibles gratuitement à partir du site de la Fondation www.kbs-frb.be :

- L'Islam et les musulmans en Belgique : enjeux locaux & cadres de réflexion globaux, note de synthèse, septembre 2003
- Islam et musulmans en Belgique. Défis et opportunités d'une société multiculturelle. Colloque 'Ceci n'est pas un voile' - 30-3-2004 - Bruxelles. Compte-rendu
- Mosquées, imams et professeurs de religion islamique en Belgique. Etat de la question et enjeux, octobre 2004.
- Les soins de santé face aux défis de la diversité. Le cas des patients musulmans, août 2005.
- Pour une formation des imams en Belgique. Points de référence en Belgique et en Europe, janvier 2006.

Composition du comité d'accompagnement Islam et musulmans en Belgique de la Fondation Roi Baudouin

- **De heer Jan Grauls**

Président du comité d'accompagnement 'Islam et musulmans en Belgique'
Voorzitter van het Directiecomité Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken,
Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

- **De heer Jozef De Witte**

Directeur Centrum voor Gelijke Kansen en voor Racismebestrijding -
Madame Fatima Hanine, Collaboratrice au service juridique du Centre
pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme

- **Mevrouw Nadia Fadil**

FWO-Aspirant, Doctoraatsstudent rond het thema 'religieuze beleving van
maghrebijnse moslims in België', Departement Sociologie - K.U.Leuven

- **De heer Piet Janssen**

Stafmedewerker Vlaams Minderheden Centrum

- **Monsieur Ural Manço**

Chercheur Facultés Universitaires Saint-Louis

- **Madame Brigitte Maréchal**

Chercheuse Université Catholique de Louvain CISMOC

- **Madame Firouzeh Nahavandi**

Directrice Institut de Sociologie de l'ULB

- **Mevrouw Christiane Timmerman**

Onderzoeker UA - Faculteit Politieke en Sociale Wetenschappen - Katrien
Van der Heyden, Onderzoekster allochtonen, Steunpunt Gelijke Kansenbeleid,
Universiteit Antwerpen

- **Monsieur Fathi Tlatli**

Professeur à l'ICHEC, Network Global Industry Director - pharmaceuticals &
healthcare DHL Worldwide

- **Monsieur Dan Van Raemdonck**

Président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme - Madame Ouardia Derriche
ex-Viceprésidente

- **De heer Sami Zemni**

Voorzitter Centrum voor Islam in Europa (C.I.E.) Universiteit Gent Vakgroep Studie
van de Derde Wereld

Introduction

La confiance entre groupes sociaux et entre ces groupes et les autorités est une condition pour une vie sociale harmonieuse. Élément clé pour résoudre les éventuels conflits, susciter un engagement positif dans la société, établir des relations constructives entre citoyens, saper la logique de ghettoïsation ou de repli, la confiance est essentielle à la vie en société. Elle est pourtant très fragile. Elle est sans doute le plus grand enjeu des sociétés plurielles contemporaines, en amont même de la résolution de leurs problèmes pratiques.

Aujourd'hui, via les contacts quotidiens, mais aussi, plus largement, par le truchement des politiques et des médias, l'islam est très présent dans l'imaginaire belge et occidental. En raison, notamment, du terrorisme et du combat qui lui est mené. Alors que la communauté musulmane est mise sous le feu des projecteurs, comment se passent concrètement les relations entre musulmans et non musulmans en Belgique ? Quel est l'état de la confiance entre eux ? Quelle est l'influence du contexte international sur leurs rapports en Belgique ? Quels sont les lieux, les enjeux autour desquels la confiance existe et pourrait peut-être être renforcée ? Quels sont ceux où le désaccord semble trop profond ? Ces questions, dans un pays qui compte 10 millions d'habitants, dont approximativement 400 000 musulmans, sont pertinentes et même urgentes. Elles ont fait l'objet d'une recherche académique d'un an et demi et débutée en août 2004, dont ce fascicule présente des conclusions et analyses.

Pour cerner l'état de ces relations et de la confiance, la recherche « Islam et co-inclusion » a fait se rencontrer des personnes des 'musulmans' et des 'non musulmans', dans le cadre de 'forums réflexifs'. Cette méthodologie particulière est brièvement présentée en début de rapport. Chaque forum - lieu de rencontre et de débat - s'est penché sur un sujet sensible dans le cadre des relations réciproques entre musulmans et non musulmans. A travers l'échange et la discussion, des nœuds, des points d'accord et de désaccord sont apparus entre citoyens musulmans et non musulmans. A travers la confrontation des points de vue, les contours en ont été précisés. Difficilement quantifiable, la confiance - de même que la méfiance et la défiance - se laisse apprécier par de petits signes, tant au niveau du contenu des échanges qu'à celui de l'attitude des participants.

Entre septembre 2004 et octobre 2005, sept forums réflexifs se sont réunis pour aborder sept thèmes-enjeux dans le cadre des relations entre musulmans et non musulmans, dans diverses villes, en Belgique. Le premier s'est intéressé à la question des défis nouveaux provoqués par la présence de l'islam et de musulmans dans les écoles. Le deuxième a abordé la question de l'islam politique en Belgique. Au cours du troisième, les participants ont traité de la question des identités ethniques, culturelles et religieuses. Le quatrième forum était consacré à l'image de l'islam et des musulmans dans les médias. Le cinquième au port du voile. Le sixième aux relations des jeunes par rapport à la sexualité. Enfin, lors du dernier forum, la question de l'islam politique a été approfondie par une rencontre sur les rapports entre religions et Etat en Belgique. Ces sept forums ont donné lieu à des constats et analyses divers, au niveau des relations réciproques de manière générale ainsi qu'au niveau de différents enjeux. Ceux-ci sont brièvement présentés dans ce volume, à la suite d'une courte présentation de la méthodologie mise en œuvre au cours de la recherche.

Quelques précisions s'imposent avant d'entrer dans le vif du sujet. La première, importante, concerne les appellations 'musulmans' et 'non musulmans'. Celles-ci ne manifestent aucune intention d'attribuer aux participants des qualités substantielles ou de faire preuve de penchants culturalistes. La recherche s'intéresse à l'islam comme phénomène social religieux, ou comme phénomène religieux ayant des répercussions sur le vivre ensemble. L'islam, en tant que référence identitaire et religieuse, exerce une

influence sur les attitudes et les pratiques de ceux qui s'en réclament. Dans cette perspective, nous appelons musulmans ceux qui se considèrent, se revendiquent ou s'affichent comme tel, d'un point de vue convictionnel et/ou par héritage. Les musulmans par conviction, qu'ils soient convertis ou musulmans d'origine, sont ceux qui font une démarche d'adhésion active à l'islam. Etant donné notre perspective, ils constituent la grosse majorité des musulmans de notre panel. Les musulmans par héritage ont reçu un bagage islamique, auquel ils sont attachés, qu'ils revendiquent et qui fait partie intégrante de leur identité, qu'ils soient croyants ou pas.

Se situent de façon intermédiaire entre les 'musulmans' et les 'non musulmans', tous ceux qui, issus de pays réputés musulmans ou de familles croyantes, n'activent pas du tout cette référence religieuse, la questionnent, voire se déclarent laïques. En raison de la « présomption d'islamité » liée au nom ou au faciès des personnes originaires de pays musulmans et en raison de l'attachement de la plupart à leur culture d'origine - notamment religieuse -, ces personnes sont le plus souvent situées, par les musulmans comme par les non musulmans, dans une sorte d'entre-deux. Nous en parlerons comme 'd'origine musulmane', bien que ce terme soit imparfait.

Dans la catégorie 'non musulmans' se retrouvent les personnes sans aucun héritage religieux ou culturel islamique, et sans adhésion personnelle à cette religion. Cette expression assez gênante, car formulée de manière négative, permet toutefois le plus souvent d'éviter des termes encore plus inadéquats, tels que belges - car la plupart des musulmans de Belgique sont aussi belges - ; belges de souche - car, entre autres, certains Belges de souche sont convertis à l'islam - ; ou Occidentaux - car les musulmans européens sont aussi une composante de la société occidentale. A noter toutefois que la recherche ne tient pas compte des non musulmans d'autre origine ou nationalité, Chinois par exemple.

Sont donc qualifiés de musulmans ceux qui se présentent comme tel, avec les nuances qu'ils y apportent parfois. De la même façon que des débats sur la pratique du ski auraient probablement donné lieu aux appellations skieurs et non skieurs.

D'autre part, cet ouvrage n'entend pas opposer des musulmans à des non musulmans. Le but poursuivi n'est pas de faire référence à des acteurs spécifiques, mais de dégager les logiques d'argumentation des uns et des autres.

Toutefois, l'espace d'un bulletin est court pour aborder, non seulement des problématiques aussi vastes, mais aussi pour entrer dans la diversité de toutes les logiques. Nous sommes dès lors contraints à une nécessaire généralisation des points de vue. Nos analyses ne prétendent pas en épuiser la richesse.

Par ailleurs, certaines positions manquaient au panel des forums, notamment les plus extrêmes. D'une part, en raison d'une évidente limite dans le nombre de participants. D'autre part, parce que, d'après notre expérience d'Anvers, les positions trop extrêmes polarisent le débat et tendent à le monopoliser. Les discussions peuvent parfois en devenir contre-productives. Enfin, certaines positions ne sont pas toujours enclines au débat ou à un débat égalitaire. Débattre sur le vivre ensemble présuppose en effet un intérêt pour la question, que certaines positions, en situation de rupture ou de dissociation par rapport à la société, ne partagent pas.

Enfin, si la recherche postule l'importance capitale de la confiance et insiste sur ce point, elle n'a pas pour mission de la favoriser. Son rôle est d'en analyser l'état actuel. Aux politiques, aux citoyens, ensuite de s'engager pour l'améliorer, inventer des lieux où elle se construit. La perspective est donc descriptive et analytique, et non thérapeutique.

1.

Méthode

Pour dégager les zones de tension, celles d'accord ou de désaccord, pour cerner les évolutions possibles et leur direction, le projet « Islam et co-inclusion » a mis en œuvre une méthode originale de recherche-action, baptisée 'forums réflexifs'. Cette méthode, expérimentée pour la première fois dans le cadre de cette recherche, peut utilement s'appliquer à l'étude des relations et des tensions entre d'autres catégories de personnes.

Brève présentation

L'idée fondatrice des forums réflexifs est de donner à des petits groupes de gens aux positions divergentes l'occasion de débattre - dans un cadre constructif et construit où la parole de chacun est totalement libre et digne de respect - sur un sujet polémique qui les concerne ou les interpelle tous. A travers l'analyse de leurs propos et de l'évolution ou non des discussions et des attitudes des participants, les chercheurs peuvent mettre en évidence les véritables points de tension, constater l'impossibilité pour certains de traiter certaines questions dans le fond, voir des incompréhensions réciproques s'atténuer, déceler la formation de fronts..., bref, dégager les lieux des enjeux réels, au-delà des discours classiques. En restituant leurs réflexions et analyses aux participants durant les séances, ils leur permettent d'y réagir et d'être ainsi partiellement acteurs de la recherche.

1 - POSTULAT

La méthode repose sur le postulat selon lequel, à travers le dialogue libre et l'argumentation, des gens rationnels se révèlent non seulement eux-mêmes, mais aussi leur système de pensée. Ainsi, à travers la rencontre d'individus, des systèmes de pensée se confrontent concrètement. De là émerge la possibilité d'analyser les zones de tension, non à un niveau purement théorique, pas plus qu'à un niveau strictement individuel, mais au niveau de la rencontre réelle d'univers de référence distincts. L'analyse n'est donc pas psychologique, mais elle considère que les attitudes personnelles révèlent des enjeux qui dépassent le cadre de l'individu.

A chaque thème étudié correspond un cycle de rencontres, dont voici les éléments clés :

2 - ÉLÉMENTS PRATIQUES

1) Un thème litigieux

Le thème choisi doit être perçu par les personnes concernées comme problématique. Que ce soit « en soi » ou dans la façon dont il est généralement traité. Ainsi, le port du foulard est considéré par de nombreux non musulmans comme problématique en soi, en certains lieux en tout cas, alors qu'il n'est pas considéré comme un problème en soi par beaucoup de musulmans. Pour ces derniers, il devient problématique parce qu'il est controversé, mal vu, voire contesté.

2) Un groupe de participants représentatif et équilibré

Un forum réflexif est composé d'une dizaine de personnes, les mêmes pour toute la durée du cycle. Ces personnes parlent en leur nom propre, même si elles sont membres d'une organisation, d'un syndicat ou d'un parti. Le groupe ne doit pas être proportionnellement représentatif des différentes tendances en présence sur le territoire de la recherche, mais tenter d'incarner une pluralité de positions. Le groupe est, de ce point de vue, un reflet de la société. L'équilibre entre les catégories les plus significatives pour la recherche (ici, les musulmans et les non musulmans) est fondamental

Les participants ne doivent pas être spécialistes du thème en question, mais s'y intéresser ou, tout au moins, accepter de s'y intéresser.

3) Un lieu

Certaines problématiques sont emblématiques de certains lieux (villes, régions, ...) ou se prêtent mieux à certains endroits qu'à d'autres. Ainsi, concernant la confrontation des identités, la ville d'Anvers apparaissait incontournable. Concernant l'islam et l'école, les difficultés se vivent plus à Bruxelles qu'en province, notre choix s'est donc porté sur la capitale. Lorsqu'un lieu ne s'impose pas, le choix de celui-ci répond à d'autres critères, telle une répartition équitable des groupes sur le territoire de la recherche.

3 - PRINCIPES

L'organisation des forums réflexifs répond à plusieurs principes. Toutefois, la règle d'or est la flexibilité et l'adaptation selon les spécificités de chaque groupe.

1) Un cycle = plusieurs rencontres

A l'exception d'un forum, étalé sur une journée, les divers groupes se sont réunis trois fois trois heures en l'espace de dix jours. Les objectifs de ces rencontres successives sont les suivants. D'une part, le fait de se rencontrer plusieurs fois permet au groupe de créer sa propre dynamique. Dès la deuxième rencontre, les autres participants ne sont plus des inconnus. Les propos se font alors plus spontanés, plus personnels. D'autre part, dans la mesure où le projet cherche à cerner les zones d'accord et de désaccord, de confiance et de méfiance et ce, au-delà des positions théoriques, le débat doit chercher à dépasser l'échange d'arguments et devenir plus personnel. Les rencontres successives permettent cet approfondissement de la rencontre. Ainsi peuvent se révéler des espaces de changements, des ententes possibles, ou des impasses manifestes.

2) Un mot d'ordre: le respect et la valeur de la parole de chacun

Dans l'espace de rencontre que constitue le groupe, les participants sont tous égaux, quels que soient leur niveau d'éducation ou leur fonction dans la société. Toute parole a la même valeur. Toutes méritent une attention et un respect égaux, de la part des chercheurs comme de celle des autres participants. Par ailleurs, ces groupes sont un lieu où la parole est totalement libre, dans la mesure où elle est respectueuse.

3) Une dynamique: les participants sont partiellement acteurs de la recherche sous la conduite des chercheurs

Les discussions de groupe sont très libres. Les chercheurs - généralement trois - ne sont pas là pour donner une direction aux rencontres. Les participants leur donnent eux-mêmes cette direction. Toutefois, les chercheurs interviennent régulièrement, pour donner la parole à tel ou tel, plus discret, pour ramener au sujet si la discussion s'en éloigne, pour insister sur telle question évoquée et qui semble éludée, pour mettre en question les participants dans leur propre logique de pensée, pour inciter l'un ou l'autre à aller jusqu'au bout de son raisonnement. Par ailleurs, les chercheurs se réunissent après chaque réunion - voire même pendant la pause, lors d'une réunion - pour un débriefing et formulent ensuite aux participants une série de constats sur l'état des accords et désaccords, auxquels ceux-ci sont invités à réagir. De cette façon, les participants ne sont pas seulement les objets de l'analyse, mais peuvent également en être les acteurs à travers leurs commentaires.

Intérêt de la méthode

Cette recherche est unique en ce qu'elle permet, en un laps de temps très court, de voir - au sens propre - où se nouent des enjeux sociétaux, comment ils sont vécus concrètement et comment ils peuvent évoluer au cours des rencontres.

1) Un cadre et des conditions propices à la discussion

Chaque groupe de rencontre forme une sorte de microcosme démocratique. La liberté et l'égalité de chaque parole, assurées par les chercheurs, ainsi que la dimension cyclique du forum, forment un cadre méthodologique propice à des rencontres franches et désinhibées où chaque participant a sa place.

2) Gains en termes de connaissance et de communication

Pour la plupart des participants, le forum constitue une occasion unique de discuter avec des types de personnes qu'ils n'auraient jamais rencontrés en d'autres circonstances. Le groupe est donc le lieu d'une communication par ailleurs impossible ou extrêmement improbable. Or cette communication est indispensable à la connaissance de l'autre. A travers la confrontation, les participants découvrent ou peuvent découvrir les limites de leur connaissance de l'autre et apprendre de leur bouche des informations pour eux jusque-là inconnues. Mais cela va plus loin. A travers la confrontation, le participant est poussé dans ses derniers retranchements et, se révélant aux autres, il peut se révéler également à lui-même. Le groupe de rencontre ne favorise donc pas seulement la connaissance de l'autre, mais la connaissance de soi.

3) Le rôle de révélateur du groupe

Mieux que toute théorie ou que toute interview, la méthode permet de faire émerger des positions dans leur complexité. A travers les échanges et la confrontation, les nœuds apparaissent, montrent la profondeur de leurs racines ou au contraire, leur superficialité. La discussion met en évidence des accords et des désaccords entre différentes positions, mais aussi la transformation éventuelle de ceux-ci. La méthode a donc le mérite de mettre en évidence l'aspect évolutif, non figé, des réalités sociales et des gens. Elle permet le constat de l'existence de perspectives.

4) Une démarche constructive

La méthode proposée est constructive à plusieurs niveaux. D'une part, par la possibilité qui leur est offerte de réagir aux analyses, de donner leur avis sur le fonctionnement du groupe et sur la façon dont une thématique est abordée et, pourquoi pas, de proposer leur propre analyse, les participants sont invités à entrer dans une démarche réflexive et constructive. D'autre part, la démarche peut être constructive, pour les participants eux-mêmes. Face aux autres, chacun est amené à prendre des positions, à affiner ses positions, à prendre une place légitime dans le débat.

Conclusion

Les forums réflexifs veulent offrir une possibilité de désamorcer des situations potentiellement porteuses de conflictualité. Elle est un moyen parmi d'autres, existants ou envisageables, et doit être considérée comme telle. Elle ne constitue en aucun cas un remède miracle, mais apporte, à son échelle et avec toutes ses limites et ses vertus, une pierre à la construction d'un vivre ensemble plus harmonieux.

2.

Le constat d'un malaise

Le succès des forums réflexifs l'a confirmé, les relations entre musulmans et non musulmans butent sur des nœuds. Plus généralement se dégage le sentiment d'un malaise, malaise d'une relation où ni les uns ni les autres ne semblent satisfaits, ne se sentent compris et entendus.

Quelles sont ses formes et comment se manifeste-t-il ? D'après les échanges, nous pouvons mentionner les éléments suivants : islamophobie et peur de l'islamophobie. Préjugés dans les deux directions. Stigmatisation des jeunes « d'origine musulmane » à problèmes. Cloisonnement. Soupçon à l'égard de l'emprise générale du religieux chez les musulmans, de la part des non musulmans. Mise en question de (l'application de) la neutralité en Belgique de la part de certains musulmans. Crainte d'une « extrémisation » des populations, de part et d'autre, avec le succès de l'extrême droite et la reprise de ses thèses par d'autres partis, d'une part, et la radicalisation de certaines franges musulmanes, d'autre part. Les uns ont le sentiment de n'être pas vraiment libres de vivre leur religion pleinement et dignement, en suivant l'ensemble de ses préceptes. Les autres craignent la domination religieuse et la contestation de principes constitutionnels belges tels que la liberté religieuse, la neutralité de l'Etat ou l'égalité hommes-femmes - qui sont aussi des valeurs essentielles -, ou de la façon dont ils sont mis en œuvre.

Pour résumer, le malaise se cristallise sur deux points. En premier lieu, une gamme de sentiments à l'égard de l'autre, allant de l'embarras à la peur, voire au rejet. En second lieu, le désir d'être pleinement soi-même, en vivant pleinement ses valeurs, confronté au sentiment que l'autre y fait ou voudrait y faire obstacle.

Le malaise résulte donc d'un décalage entre ce qu'est la relation actuelle - ou l'image que les uns et les autres s'en font - et l'image de ce qu'elle devrait être idéalement.

Outre le constat commun d'un malaise - qu'ils ressentent toutefois différemment -, musulmans et non musulmans font état d'une dégradation de leurs relations réciproques ces dernières années, dégradation qu'ils n'attribuent pas aux mêmes raisons.

1- L'islam est criminalisé

Pour beaucoup de musulmans, la détérioration de leurs relations avec les non musulmans date du 11 septembre 2001. Nombreux font part d'un changement de regard des non musulmans à leur égard depuis les attentats : ils se sentent dévisagés, stigmatisés comme terroristes potentiels, ils sentent la méfiance peser sur eux. Les débats ont donné lieu à de très nombreuses réflexions en ce sens. En voici quelques-unes :

« Le 11 septembre a quand même eu une très mauvaise influence. (...) La situation a quand même changé dans le sens où on devient fiché juste par le fait d'être musulman. (...) On sent clairement une différence dans la communication avec d'autres gens, des collègues, ... des gens qui vous regardent différemment. »

« Le 11 septembre a joué un rôle important, car c'était en quelque sorte le point de départ de la démonisation et de la criminalisation de l'islam. »

« Les agressions viennent aussi des Belges à l'égard des musulmans, et notamment des femmes voilées, surtout depuis le 11 septembre. »

« Le 11 septembre. Qui étaient les coupables ? Tous les musulmans. »

Bien plus que les non musulmans, les participants musulmans mentionnent le 11 septembre comme une catastrophe. Pour certains, il est même à l'origine d'un sentiment d'insécurité qui, manifestement, n'est plus le slogan exclusif des partis nationalistes.

« En ce qui concerne le sentiment d'insécurité, je dois reconnaître que je ne me suis jamais laissée influencer par ce sentiment. (...) Mais, malgré tout, il y a toujours une petite peur à l'intérieur de moi qui me dit que ça pourrait arriver qu'un islamophobe m'agresse. »

« Si tu te fais opérer par un médecin et tu te dis qu'il est peut-être Vlaams-Blokker, tu penses: « Il pourrait très bien en vouloir à ma vie ». Les musulmans sont toujours confrontés à cette insécurité. »

Selon les musulmans, à travers l'image violente de l'islam et des musulmans qu'il a engendrée ou renforcée, le 11 septembre a un impact très négatif sur les rapports quotidiens des musulmans avec les non musulmans. Les relations réciproques en ressortent très perturbées. L'élément clé du ressenti musulman par rapport au malaise qu'ils constatent est le regard des non musulmans sur eux.

A quelques rares exceptions près, les non musulmans ne se montrent pas sensibles aux propos, voire à la souffrance exprimés par plusieurs musulmans. Certains partagent le constat, mais aucun ne se montre concerné.

2- L'islam se radicalise

Les non musulmans ne citent pas de point de départ, mais eux aussi font état d'un changement dans leurs relations avec les musulmans. Plus précisément, ils constatent des changements au sein de la communauté musulmane. Beaucoup expriment le sentiment d'une radicalisation et d'un durcissement identitaire du côté musulman. Cette radicalisation touche à de nombreux domaines et se manifeste de multiples façons.

1) L'exemple le plus évident concerne le voile, dont beaucoup estiment qu'il est de plus en plus présent et visible: *« Des foulards, il y en avait déjà avant, mais ça rallonge, les vêtements rallongent, il y en a qui mettent des gants, il y en a qui se couvrent le visage... »*

2) Dans les écoles, les exigences d'élèves et de parents musulmans se multiplient et concernent des sujets de plus en plus sensibles, comme les relations hommes-femmes, le rapport à la science, l'attitude face à l'athéisme et aux autres religions.

3) Aux niveaux associatif et politique, certains acteurs poursuivent des idéaux politiques ne correspondant pas nécessairement au modèle démocratique de constitution du politique.

« - M (membre d'un mouvement islamiste): Voilà, voilà... Est-ce que la démocratie est le seul système qui soit garant du droit et de la justice ?

- S: Ben, jusque maintenant, oui.

- M: Eh bien, on dit que non. On dit que le système musulman aussi est garant du droit et de la justice. »

4) Enfin, au quotidien, que ce soit au niveau des événements internationaux relatés par la presse ou de la délinquance juvénile en Belgique, les acteurs de ces manifestations violentes affirment souvent agir au nom de l'islam ou lui sont associés. *« Le fait est*

quand même que vous vous identifiez comme musulmans, notamment lorsqu'il y a des problèmes, par exemple, lorsqu'il y a des bagarres, comme lorsqu'un homme a été assassiné à Borgherout », affirme une participante du groupe d'Anvers, s'adressant à un jeune musulman. « Certains portent le drapeau « islam-islam » pour des actions qui ne sont pas toujours justifiables dans le contexte islamique », confirme une participante musulmane du forum sur les médias.

Le caractère explicitement islamique de ces manifestations a un air de nouveauté. Comme le mentionnent plusieurs participants musulmans et non musulmans : *Auparavant*, ceux qui posaient problème et inquiétaient, c'étaient les Arabes, aujourd'hui ce sont les musulmans. *Avant*, l'islam était discret. Il se montre aujourd'hui davantage, sous un jour plus exigeant et plus difficilement acceptable pour la plupart des non musulmans. Avant ? Avant quoi ? Aucun ne le précise. Pour les non musulmans, moins qu'un tournant impulsé par un événement, ce changement apparaît comme un processus en cours, une affirmation identitaire illimitée et imposante.

Pour ceux qui ont au quotidien des relations avec des musulmans, notamment les enseignants, ce durcissement identitaire a un effet négatif sur les relations réciproques. Le sentiment que certaines valeurs 'à l'occidentale' sont menacées, que les musulmans s'imposent ou imposent leur islam et que les relations mutuelles deviennent de plus en plus complexes est fort répandu chez les participants proches de musulmans au quotidien.

Comme à l'inverse, c'est le silence qui accueille le plus souvent les réflexions des non musulmans. En amont des faits, beaucoup de musulmans manifestent une gêne par rapport à l'usage même de mots comme radical, qu'ils vivent comme un terme accusateur fourre-tout. *« Si on parle d'islam radical, on établit directement des liens avec le terrorisme et des termes utilisés par les médias. »*

Ces changements récents - de regard, de radicalisation - sont à l'origine d'une détérioration des relations et de l'émergence d'un malaise ressenti de part et d'autre, mais vécu et explicité de façon très différente.

3.

Les causes du malaise : quatre types d'analyse

L'idée d'un malaise s'est manifestée dans les échanges, au cours des cycles, sous une double forme, celle d'une description des difficultés rencontrées et celle d'une analyse de leurs causes, les deux allant souvent de pair. Ce discours sur les causes transparait au travers des tentatives des uns de se justifier par rapport aux propos des autres et d'autre part au travers des accusations qu'ils leurs renvoient. Certains participants développent de véritables théories, de véritables analyses, mais, le plus souvent, justifications, explications et accusations se dissimulent au cœur des dialogues.

Justification et accusation. Deux attitudes de déni ou de relativisation de sa propre responsabilité. Justification et accusation, sous forme d'explication pédagogique ou d'interprétation des problèmes ou, plus souvent dans le cas des non musulmans, sous forme d'interrogation. L'explication donne le sentiment d'une maîtrise de la situation ou d'une possibilité de la maîtriser, alors que l'interrogation, même soupçonneuse ou inquisitrice, admet qu'il manque des éléments pour comprendre la situation et y faire face.

Quatre grands types de discours sur les causes ont émergé d'une analyse transversale des différents cycles. Reflets de ce que nous venons de dire, certains discours sont davantage basés sur la justification, d'autres sur l'accusation. Certains sont plus affirmatifs, d'autres plus interrogatifs. Certains sont plus spécifiques à une catégorie de participants, d'autres plus généralisés. Le premier voit dans les injustices socioculturelles le déterminant du malaise. Selon le deuxième, l'image négative que subit l'islam a des répercussions très négatives sur les relations entre communautés. Le troisième attribue au système politique et à la société belge en général la responsabilité des problèmes. Enfin, le dernier met en cause l'islam ou, tout au moins, certains musulmans.

1- Les causes socio-économiques et socioculturelles : des constats relativement partagés

1) Au niveau national

Ce premier discours reconnaît l'existence de problèmes, non pas spécifiques à, mais fort marqués au sein de la communauté musulmane. Ces problèmes touchent à la radicalisation, au repli communautaire, à la délinquance et au décrochage scolaire, phénomènes source de stigmatisation de la communauté musulmane et de rupture sociale. Ce discours propose des analyses en termes socio-économiques et socioculturels. Les problèmes sont le résultat de l'exclusion et/ou d'un conflit « de références ». Plus généralement, le sentiment d'injustice est perçu comme l'origine de la plupart des difficultés : *« Il y a une autre chose aussi, que j'ai remarquée dernièrement, et c'est pourquoi les jeunes s'identifient à l'islam, pour faire une protestation : c'est le sentiment d'injustice, le sentiment que la société est tolérante à sens unique. »*

Ce discours a été très développé par les musulmans de certains groupes, mais a également reçu la faveur de plusieurs non musulmans, en particulier flamands. Il dénonce un certain nombre de facteurs socio-économiques et socioculturels, dont voici une liste non exhaustive :

Facteurs socio-économiques : la pauvreté de nombreuses familles originaires de pays musulmans ; la ghettoïsation de certains quartiers et de certaines écoles, le

faible degré de qualification des premières générations ; l'exclusion de la filière générale de l'enseignement au profit des filières qualifiantes ; le taux de chômage extrêmement élevé parmi les jeunes d'origine immigrée non européenne, ... A ce propos, quelques citations :

« Toute communauté a des problèmes, mais ça tient aussi aux discriminations. »

« Les problèmes n'ont aucun rapport avec l'islam. Les problèmes sont liés au fait que des jeunes sont relégués au second plan, sont discriminés sur le marché de l'emploi, par exemple. »

« Les chiffres montrent que de nombreux élèves d'origine étrangère sont envoyés directement, après les primaires, vers l'enseignement professionnel. »

Facteurs socioculturels : le malaise de nombreux jeunes pris entre deux chaises : celle des référents culturels, religieux, moraux de leur famille et celle des référents parfois tout autres de l'école et de la société ; le regroupement des jeunes filles voilées dans les rares écoles qui autorisent le port du voile ; le sentiment de dévalorisation de la culture ou de la religion d'origine ; la crainte ou le refus d'une intégration vue comme une assimilation ou une dénaturation ; ...

S'exprimant à propos des trois éléments constitutifs de l'identité des jeunes musulmans en Belgique - identité belge, identité d'origine, identité religieuse -, une jeune mère au foyer musulmane affirme : *« Mais le fait qu'on rejette un des trois, ça crispe aussi. (...) Automatiquement, lui [le jeune musulman], la religion, au lieu de l'exprimer en tant que foi, il l'exprime en tant que révolte. »*

« Le VDAB² dit, dans un rapport, qu'il y a des discriminations liées à la culture sur le marché de l'emploi. Par exemple, les femmes musulmanes avec le foulard ne peuvent, par exemple, pas faire leur stage. Elles ne sont pas acceptées, on leur demande d'enlever leur foulard. »

Ces multiples facteurs entraînent une marginalisation de ces populations fragilisées - les jeunes, en particulier. Le manque d'éducation aidant, elles sont plus particulièrement sensibles aux discours simplistes et radicaux. Cette analyse, qui apporte des éléments de réflexion pertinents et intéressants, a toutefois le défaut de généralement déresponsabiliser les personnes qui posent problème. Le plus souvent, dans ce discours, la société est en définitive la grande responsable des déviances de certains de ses membres. Cette explication, très répandue parmi les musulmans, ne fait aucune place à l'islam.

Parmi les non musulmans, certains nient ces faits, d'autres - surtout des Flamands - les confirment et partagent les analyses des musulmans, d'autres enfin - la majorité - les reconnaît, généralement sans paraître particulièrement interpellés.

2) Au niveau international

Ce discours est extrapolé au niveau international, par certains musulmans. Le terrorisme - cette sorte de magistrale délinquance - trouve son origine dans les injustices, le colonialisme et toutes les formes de néo-colonialisme, le soutien des grandes puissances à certaines dictatures en fonction de leurs intérêts, ou les situations palestinienne, tchétchène et irakienne.

A nouveau, ces problèmes - même réels - sont présentés comme n'ayant rien à voir avec l'islam et leurs auteurs se trouvent pour une part déresponsabilisés. Mais les propos vont parfois plus loin puisque, pour quelques participants musulmans, le « véritable islam », « l'islam tel qu'il est » n'est pas vécu et ne peut pas être vécu dans les pays dits musulmans en raison des influences et manipulations des grandes puissances. Ce type d'argumentation permet à certains musulmans de continuer à croire

² Le VDAB est l'office pour l'emploi, en Flandre.

en l'islam comme modèle sociétal, malgré l'échec social, économique et démocratique des pays dits musulmans.

En réponse au constat que la situation, à divers niveaux, est dramatique dans les pays où l'islam est religion d'Etat, un participant musulman réplique : « *Ce sont des dictatures* » (...) « *Ils sont tenus par l'Occident. C'est le néo-colonialisme occidental.* » Et dans un autre groupe : « *On n'a laissé à aucun pays la chance de pouvoir tester comment ça pourrait se passer et on ne sait pas comment ça pourrait se passer.* »

2- L'image de l'islam et des musulmans : une image pas à leur goût

Un deuxième discours très présent parmi les musulmans - qui apparaissent unanimes à ce propos - et relayé par certains non musulmans, considère que les problèmes de cohabitation sont, pour une large part, dus à l'image de l'islam, bien plus qu'à l'islam ou aux musulmans eux-mêmes. Au sein des différents groupes, aucun musulman ne s'est montré satisfait de l'image de l'islam et des musulmans, véhiculée d'une part par les médias, d'autre part par les milieux politiques.

Au cœur de la critique, certains médias, certains politiciens, certains intellectuels sont accusés de se servir de l'islam pour réaliser leurs ambitions institutionnelles ou personnelles.

« - D (journaliste) : *Je pense qu'effectivement il y a une sur-couverture de l'islam par les média.* »

- H (participant musulman) : *Ca fait vendre, non ?* » (Rires et acquiescement d'une journaliste) »

« *Le discours sur l'islam est un discours qui est beaucoup utilisé pour bâtir des carrières et faire beaucoup de bruit. Parce que c'est un discours « in » actuellement.* »

Deux types de critiques fusent à propos de l'image véhiculée de l'islam :

La première - la plus importante - concerne l'amalgame entre islam et terrorisme ou entre islam et fondamentalisme. « *Les musulmans ont apporté énormément de choses, pendant des siècles et au monde entier, et aujourd'hui, c'est un boulet, ce sont des gens dont il faut se méfier. On est tous des terroristes en force. A partir du moment où on est pratiquants, qu'on prie cinq fois par jour, on va poser des bombes... Enfin... C'est aberrant!* Les distinctions nécessaires ne sont pas introduites, essayant la confusion dans les esprits non prévenus. « *Bon, islamiste, musulman, intégriste, fondamentaliste, on utilise les termes à tout va, peu importe ce qu'on veut dire et donc là, il y a effectivement vraiment un problème.* » Terrorisme rime aujourd'hui tellement avec islam qu'islam finit par rimer avec terrorisme. Les musulmans contestent cette fausse synonymie.

La seconde critique de certains musulmans, adressée aux médias qui souhaitent malgré tout donner une autre image de l'islam, est la folklorisation de la religion. Les reportages insistent davantage sur les contours culturels, voire folklorique de l'islam et non sur sa profondeur religieuse : « *J'ai l'impression que, parfois, le folklore est plus exotique et... je ne sais pas, ça fait peut-être vendre des tickets à Royal Air Maroc...* » Ils regrettent que, en l'état actuel, une image positive de l'islam et des musulmans soit presque systématiquement non religieuse, les manifestations religieuses de l'islam étant habituellement taxées de radicalisme ou d'intégrisme.

A travers la souffrance et l'attente manifestée d'une autre présentation de l'islam, ce sont notamment les différences de regard sur et de vision du monde qui sont manifestées.

Ici se pose la question de la capacité des non musulmans de comprendre la démarche religieuse et d'en rendre compte. Or ce dernier point est loin d'être une évidence. La démarche de foi est acceptée, de manière générale, par les non musulmans, mais elle n'est de toute évidence pas comprise par la plupart. Il s'agit tout simplement d'une démarche étrangère au vécu de la majorité et dont elle a du mal à pénétrer le sens et la dimension existentielle. *« Quand on approche les musulmans ou l'islam en Belgique, on ne les approche pas avec une connaissance profonde de la religion ou de la religiosité et ça, ça donne déjà un manque de compréhension »,* disait un journaliste non musulman, ajoutant : *« Des humanistes qui comprennent vraiment le contenu religieux d'une religion sont très rares. »* Or la difficulté est plus grande encore, puisqu'il s'agit en l'occurrence de comprendre le vécu religieux islamique, un vécu qui imprègne tous les aspects de la vie, et qui est - quoiqu'on en dise - très différent du vécu chrétien, qui a une longue tradition en Belgique. Il y a là sans doute une pierre d'achoppement puisque l'attente des musulmans d'être reconnus dans leur identité religieuse est immense et que la difficulté d'y répondre semble tout aussi grande.

En outre, comme la religion est l'échafaud de leur vie, la plupart des musulmans convaincus vivent le rejet, la méfiance, la peur ou l'incompréhension à l'égard de l'islam comme une violence qui leur est faite personnellement. C'est pourquoi la question de l'image apparaît à ce point existentielle pour les musulmans.

3- La responsabilité belge :

des positions contrastées au Nord et au Sud du pays

Ce troisième et dernier discours spécifiquement musulman dénonce l'incapacité des non musulmans à assumer la différence, à vivre avec d'autres, différents d'eux. Si le discours sur les causes sociales du malaise comportait déjà une critique de la société, cet aspect prend ici une dimension plus forte. Car, au-delà de pratiques discriminatoires ou de situations de fait désavantageant des personnes fragilisées socialement ou culturellement, ce sont ici la mauvaise volonté du système et son incapacité qui sont en ligne de mire.

Certains participants musulmans flamands accusent quelques politiciens en particulier, mais aussi la plupart des partis de mettre des bâtons dans les roues de la cohabitation, sous prétexte de sécurité, de libération de femmes opprimées, de résolution des problèmes d'intégration. D'après eux, ces mesures créent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent. Elles sont d'autant plus dommageables qu'elles ont par ailleurs un impact négatif sur l'opinion publique, très perméable aux discours sécuritaires des politiciens. Les politiciens vont à l'encontre du vivre ensemble. Ils entretiennent la peur et le rejet mutuel.

A travers ces critiques de l'état d'esprit politique en Belgique, ce sont notamment les tentatives assimilationnistes de l'Etat qui sont mises en cause. Plusieurs musulmans ont le sentiment qu'une dénaturation, une mise de côté de leurs spécificités leur est demandée. *« Le discours est le suivant, en fait : si l'autre veut bénéficier des biens de la collectivité, il est légitime de lui imposer des choses, il est légitime de demander, d'exiger de lui qu'il apprenne la langue, qu'il fasse autre chose... qu'il efface, en fait, ses différences, qu'il efface tout ce qui est affirmation de ses particularités. Alors, moi, je ne suis pas du tout d'accord. Je refuse même ce discours et je constate souvent, par exemple, qu'en fait ce discours est présent là où l'autre fait partie des groupes faibles ou des groupes défavorisés, enfin, plus faibles ou plus défavorisés. »* Un autre dénonce *« une société qui dit : « Voilà, notre culture, c'est la culture dominante. Vous êtes là, vous devez vous joindre à nous » ».*

L'accusation est certainement fondée en partie. Toutefois, dans la mesure où elle n'est pratiquement jamais nuancée - elle le fut, une fois au moins -, elle est grave. Car si les autorités belges prennent parfois ou se dirigent vers des chemins de

traverse, il y a, dans ces propos, une négation de tous les efforts qui ont été consentis, et qui sont consentis, pour que le vivre ensemble se passe mieux. Et, à nouveau, une déresponsabilisation radicale de la minorité musulmane et, plus généralement, des minorités d'origine turque et arabe. Il y a, malheureusement, une vision et une analyse des problèmes trop unilatérale qui néglige la bonne volonté de beaucoup de citoyens non musulmans et les difficultés réelles que posent certains groupes.

Les non musulmans se montrent évidemment moins critiques que les musulmans à l'égard d'un système avant tout non musulman et dont ils sont partie prenante. Toutefois, certaines analyses sont partagées par quelques non musulmans, notamment en ce qui concerne la sensibilité des partis flamands aux thèses de l'extrême droite. Le constat le plus frappant se situe cependant ailleurs, dans la différence entre les discours des flamands et des francophones, musulmans et non musulmans confondus. La critique des partis et de certains politiciens est totalement inexistante du côté des participants francophones. La différence est-elle politique ou est-elle le résultat de sensibilités différentes au Nord et au Sud du pays ? Les deux, sans doute. Les francophones accordent en tout cas une attention nettement moindre à cette responsabilité des pouvoirs publics. Les participants flamands se montrent, à ce niveau, beaucoup plus critiques que leurs homologues francophones et font preuve d'exigences plus élevées à l'égard des autorités.

De manière générale, si les non musulmans sont moins critiques à l'égard du système, ils acceptent toutefois les critiques des musulmans à son égard. Le sujet devient plus sensible lorsque, dépassant le cadre du fonctionnement du système, les critiques touchent à ses valeurs. Ainsi, face à la proposition de l'idéal d'un Etat islamique non démocratique, toutes les voix non musulmanes se sont élevées. Le « *Ah ben non, je ne veux pas de l'Etat islamique !* » d'un participant résume bien la pensée de l'ensemble des non musulmans. Par contre, lorsque certains musulmans accusent la neutralité belge de ne pas être neutre, ces propos sont acceptés, ou du moins écoutés : « *Je ne crois pas en la neutralité. La neutralité n'existe pas, parce que, en définitive, l'Etat séculier est également une idéologie : tout est idéologique. (...) C'est une manière occidentale de voir les choses et ce n'est absolument pas neutre. Et, finalement, la diversité est un échange.* » Cette critique de la neutralité, récurrente parmi les musulmans, suscite le débat plus que l'opposition. Toutefois, les réactions auraient sans doute été différentes si les mêmes participants avaient parlé de supprimer le principe de neutralité ou l'avaient condamné en soi.

4- La responsabilité de l'islam et de la communauté musulmane : une distanciation et une critique difficiles

Le quatrième discours est spécifique aux non musulmans, cette fois. Il cherche à déterminer la part de responsabilité de l'islam et/ou de membres de la communauté musulmane dans les problèmes de cohabitation et de radicalisation. Exprimé sous forme d'affirmations ou, souvent, sous forme d'interrogations, ce discours révèle selon les cas une accusation subtile, un soupçon ou un questionnement légitime à l'égard de la religion musulmane elle-même, de ses textes fondateurs, de ses prédicateurs, de ses fidèles, de l'influence des pays dits musulmans.

« *J'ai l'impression que, dans la communauté musulmane, il y a des personnes qui rigidifient certaines choses et qu'alors le dialogue devient difficile.* »

« *Je pense qu'il y a une opposition entre la volonté des musulmans qui sont arrivés et qui ont envie de s'intégrer dans ce pays, de vivre au mieux, en pratiquant leur religion, en ne reniant rien du tout, et le souhait de certaines personnes, dans des mosquées, dans des..., avec des propos extrémistes... qui mettent à mal tout ce que ces*

personnes-là et tout ce que même les citoyens belges font pour accueillir au mieux, pour vivre avec d'autres communautés. »

« On parle aussi d'imams qui sont envoyés d'Arabie Saoudite, qui viennent avec des moyens financiers. Est-ce que c'est vrai, ça ? »

« Mais, le but de votre religion, c'est l'amour, quand même ? »

« Quels buts poursuit l'islam ? Est-ce que vous poursuivez l'islamisation du monde ou est-ce que vous voulez promouvoir la conscience de l'humanité ? »

Du côté des musulmans, quelques exceptions nient toute forme de responsabilité des musulmans ou de l'islam dans les difficiles rapports entre musulmans et non musulmans. Quelques autres exceptions essaient d'être véritablement critiques à l'égard de la communauté. Entre les deux, la majorité adopte un profil mitigé. Tout en reconnaissant l'existence de certains problèmes ou en tentant de répondre à l'une ou l'autre question, ils tendent à minimiser l'étendue ou la valeur symbolique des faits qui « font problème » aux non musulmans, comme à de nombreux musulmans, d'ailleurs. Ils veulent bien dénoncer certaines difficultés, avançant parfois même les interrogations non musulmanes, mais toujours en petit, ou en relativisant. « C'est vrai, ça arrive exceptionnellement que..., mais... ». En aucun cas - à une exception près, tout de même ! - l'islam n'a été ne fût-ce qu'interrogé.

1) Par rapport à la communauté

Beaucoup reconnaissent une part de responsabilité de la part des certains musulmans ou de la communauté et - sans doute habitués à devoir « se » justifier - ils sont parfois les premiers à le souligner.

Certains mentionnent l'existence de discours radicaux dans certaines mosquées, tandis que d'autres la nient - sachant que la perception de ce qu'est le radicalisme diffère d'un participant à l'autre, d'un musulman à l'autre. Alors que l'un affirme : « *Je dis pas qu'il y a pas de discours radicaux dans certaines mosquées. Il y en a. Cependant, il y a aussi une part d'interprétation* », un autre dit : « *Les imams et les mosquées ne sont absolument pas radicaux. (...) Il n'y a absolument pas d'extrémisme.* »

Nombreux reconnaissent et déplorent l'influence de pays extérieurs à la Belgique, notamment au niveau de la formation des imams : l'Arabie Saoudite, l'Egypte, le Maroc... « *Mais, c'est vrai qu'il y a des influences étrangères sur l'islam en Belgique. Il y a... les pays du Maroc et de la Turquie qui influencent. Il y a l'Arabie Saoudite qui envoie... C'est plutôt des gens qui vont étudier là-bas et qui reviennent ici après. (...) Mais nous, en tant que musulmans belges, on aimerait bien aussi avoir une indépendance vis-à-vis de toutes ces influences-là. On n'est pas toujours forcément d'accord.* »

Plusieurs soulignent la nouveauté du contexte européen et la nécessité - non encore rencontrée - d'une interprétation des textes adaptée à ce contexte. « *Il est grand temps qu'il y ait une littérature contextualisée adaptée aux besoins de la société ici, en Europe.* » Cependant, tous les musulmans ne sont pas d'accord avec cette nécessité d'interpréter les textes à la lumière du contexte.

Beaucoup dénoncent le « culturalisme » de nombreux membres de la communauté musulmane, qui confondent culture et religion et considèrent des éléments de la première comme étant partie intégrante de la seconde. D'où, l'importance de s'interroger : « *Qu'est ce qui relève du religieux, qu'est-ce qui relève de la culture ?* » Du fait de cette confusion entre les registres règne une ambiguïté qui, au regard des textes et de la tradition, ne devrait pas exister, mais qui existe dans les faits.

En définitive, c'est souvent le manque de formation et d'éducation des musulmans qui est mis en cause par les participants musulmans : ils connaissent mal leur religion et ne sont dès lors pas capables de distinguer ce qui en fait effectivement partie de ce qui n'en fait pas partie. Plus d'islam est donc la solution préconisée, même si des désaccords apparaissent quant aux modalités de transmission de la religion.

« Le problème est aussi : dans quelle mesure connaissent-ils vraiment leur foi ? Ils ont peu accès aux sources de l'islam, leur connaissance est basée sur une littérature traduite limitée. Ils reprennent des formes traditionnelles, archaïques de -soi-disant- l'islam, et alors, tu as de ces phénomènes culturels, mais qui n'ont rien à voir avec l'islam en soi. C'est un défi pour les jeunes d'acquérir des connaissances de l'islam. »

2) Par rapport aux textes

A l'instar de la diversité au sein de la communauté musulmane elle-même, une réelle diversité existe entre les participants musulmans dans le mode d'interprétation des textes, allant d'une lecture littérale à une interprétation libre de type mystique. Certains estiment que les textes se suffisent à eux-mêmes et cherchent avant tout à rencontrer l'esprit des ancêtres. D'autres pensent que les textes doivent avant tout être lus et compris à la lumière du contexte. D'autres enfin considèrent que, par-delà la lecture et la connaissance personnelles des textes, l'important est la rencontre du divin ici-bas. Cette distinction n'a rien à voir avec le degré de conviction. Pas plus qu'ailleurs, il n'y a donc d'unanimité dans l'attitude par rapport aux textes, même si tous s'accordent sur le fait qu'ils ne peuvent être remis en question.

Cette divergence dans l'approche des textes et dans la signification à leur donner pose également question aux non musulmans : *« Mais, au fond, est-ce qu'il y a vraiment deux islams, l'un qui serait fondamentaliste, radical, littéral et l'autre qui serait un islam disons démocratique, convivial, etc. ? (...) Je me suis mis, effectivement, dans l'idée, mais elle est peut-être fausse, qu'il y avait ceux qui connaissent le Coran et puis ceux qui ne le connaissent pas bien. »* Cette question révèle une certaine hantise, une crainte majeure, celle que l'islam soit violent, antidémocratique, misogyne... et qu'en définitive, les « braves » musulmans qui vivent ici paisiblement ne soient que des ignorants de leur religion. Cette question est très manichéenne et simpliste, voyant deux « versions » possibles de l'islam, l'une littérale et radicale, l'autre *soft*, mais sans doute pas très musulmane, sans considérer d'autres alternatives, plus complexes.

3) Par rapport à la religion islamique

Par rapport à la religion islamique elle-même, les musulmans sont confrontés, dans leur majorité, à une incapacité ou à une impossibilité d'être critiques. L'islam vient de Dieu et il est bon. Point. De ce fait, il ne peut être responsable du malaise relationnel qui occupe les musulmans et les non musulmans de Belgique. *« L'islam n'a aucun rôle dans ces problèmes »*. Au contraire, il est porteur d'un message de paix sociale. Plusieurs ont toutefois souhaité qu'une critique soit possible et ont regretté qu'elle soit si difficile, en tout cas en ce qui concerne l'islam tel qu'il est vécu. Ces interventions furent marginales, mais bien présentes.

« - Z : Il n'y a pas de tabous en islam, tout simplement. Moi, je n'en connais pas.

- H : Ca c'est ce qu'on dit, mais...

- Z : Oui, voilà...

- H : ... quand tu vois la réalité...

- Z : Mais c'est ça qu'il faut répéter à nos musulmans, à nos coreligionnaires. Le plus difficile, c'est de critiquer l'islam...

- M : Tout le monde ne pense pas comme toi.

- Z : Oui, oui, c'est pour ça qu'il faut faire avancer les choses dans notre communauté, en général. »

Parmi les plus jeunes, certains se montrent toutefois davantage critiques, l'un d'entre eux interpellant d'ailleurs ses coreligionnaires sur la tendance des musulmans à adopter une position défensive, voire apologétique de leur religion.

Malgré ces quelques interventions, le sentiment reste que les questions soulevées demeurent sans réponse et que les analyses ne vont jamais jusqu'au fond des problèmes. En aucun cas, ni l'islam ni les textes qui le fondent ne sont remis en question. En définitive, la seule critique permise, est de dire qu'il est mal interprété ou appliqué par certains.

4.

Des attentes

Tributaires d'expériences différentes musulmans et non musulmans ont d'importantes attentes les uns à l'égard des autres : les musulmans d'être reconnus, les non musulmans d'obtenir des réponses claires à leurs interrogations.

1- Le besoin de reconnaissance

1) La reconnaissance

Deux interpellations reviennent régulièrement dans les propos de participants musulmans : la première concerne les nombreux préjugés et stéréotypes à l'encontre des musulmans, la seconde, la discrimination de l'islam et des musulmans à différents niveaux, en Belgique, que ce soit le financement du culte qui n'est pas pleinement effectif, que ce soit la procédure du screening des élus, au moment des élections de l'Exécutif des musulmans de Belgique, que ce soit (les débats sur) l'interdiction du port du voile en certains lieux publics, ... Les musulmans se sentent victimes d'ostracisme et d'injustice.

Le malaise de nombreux musulmans vient entre autres du fait qu'ils ne se sentent et ne sont pas bien reconnus *en tant que musulmans* dans la société. Ils parviennent difficilement à trouver leur place dans l'espace belge en tant que citoyens musulmans. Ce fait, ils l'attribuent *notamment* à la mauvaise image dont ils bénéficient. Image négative et image fausse, qui empêche la reconnaissance sociale qu'ils appellent de leurs vœux. Cette reconnaissance sociale - nécessaire à chacun - n'est autre qu'un signe d'une confiance donnée et reçue, cette confiance dont on a dit plus haut qu'elle est le ciment de la vie sociale. On conçoit aisément que sans ce sentiment de reconnaissance, trouver sa place dans l'espace social est ardu.

Bon nombre de musulmans de conviction semblent vivre une tension entre leur appartenance religieuse et leur appartenance sociale. Deux réalités que beaucoup souhaitent probablement voir réconciliées. Aujourd'hui, nous l'avons vu, beaucoup de non musulmans ont peur de ce regain d'islam ou de cette visibilité croissante de l'islam dans les grandes villes belges. Certains prescrits islamiques, non compris ou acceptés par des non musulmans, suscitent la méfiance. Les musulmans qui souhaitent avancer dans leur cheminement religieux ou le rendre plus visible se trouvent dès lors un peu mal pris. Plus manifestement ils seront musulmans, plus ils risquent l'incompréhension, la peur, le malaise ou le rejet. La pratique de leur religion, outre qu'elle est un bien qu'ils recherchent personnellement, leur apporte bien sûr une reconnaissance communautaire. Mais cette dernière n'enlève pas leur désir d'être reconnus par la société dans laquelle ils vivent et à laquelle ils appartiennent, et d'y avoir une place. C'est un premier dilemme.

De manière connexe, bien que beaucoup de musulmans mettent un honneur à faire de leur religion le fondement de leur vie, certains semblent également souffrir de n'être parfois appréhendés que par ce biais-là : certains verront avant tout le voile « islamique » et non la personne qui le porte. A travers l'individu musulman, c'est souvent la religion islamique et la communauté musulmane qui sont perçues. L'individualité se trouve parfois comme effacée par le voile, la barbe ou une tunique significative de l'islam. C'est un second dilemme.

Les musulmans ont donc une double attente en termes de reconnaissance. La première concerne leur religion, qui est - rappelons-le - leur plus grand bien, la voie droite qui les mène au salut éternel -, et dont l'image négative véhiculée est source de

souffrance. La seconde concerne la reconnaissance de leur place et de leur individualité de musulmans. La situation actuelle ne répond pas à cette double attente, cause importante d'insatisfaction.

2) La méconnaissance

Si beaucoup de musulmans ne se sentent pas ou pas assez reconnus, ils se sentent également méconnus. Et, dans les discours de plusieurs d'entre eux, ces deux éléments apparaissent indissociables. Pour beaucoup, la reconnaissance doit passer par une meilleure connaissance de ce qu'est l'islam et/ou de ce que sont *vraiment* les musulmans. Il y a donc chez beaucoup de musulmans une soif importante de faire connaître l'islam et le vécu islamique. Cette soif se comprend. En effet, la connaissance apparaît comme un facteur important de reconnaissance. Mais l'y limiter est une erreur. D'une part, d'autres éléments entrent en jeu. D'autre part, la connaissance n'engendre pas systématiquement la reconnaissance. Convaincus que l'islam est le meilleur chemin pour tous, certains musulmans ont des difficultés à le comprendre. Sans que ce soit signe d'une quelconque islamophobie, certaines personnes peuvent rejeter l'islam, en connaissance de cause. Ne pas l'aimer. Ne pas aimer ses conceptions, ses valeurs ou sa façon de les traduire en pratiques. « *On a pointé ici qu'on ne rejette que ce qu'on ne connaît pas, mais moi je connais plusieurs personnes qui rejettent parce que, justement, elles connaissent, en tout cas une partie.* », disait effectivement une participante. Ce fait semble difficilement acceptable ou compréhensible pour certains musulmans.

Même si certains non musulmans ont manifesté leur souci d'une meilleure connaissance réciproque et ont parfois pris position contre les discriminations dont sont victimes les musulmans, au niveau des problèmes de concrétisation de la reconnaissance officielle de l'islam ou au niveau social, beaucoup ne se montrent toutefois pas interpellés par les constats ou les appels des musulmans. La plupart n'interrogent pas leur façon d'être à l'égard des musulmans. Comment cela s'explique-t-il ?

Outre que certains ne sont sans doute pas concernés par les critiques, d'autres affichent une forme de suffisance, de légitimité autoproclamée, une tendance à considérer que c'est aux musulmans, nouveaux venus (un peu) perturbateurs, de se justifier. Inconsciemment sans doute, les uns et les autres se placent dans une relation inégalitaire, les premiers se sentant dans leur bon droit « d'autochtones représentant la Belgique traditionnelle (non musulmane) », les seconds dans l'obligation de s'expliquer et de rentrer dans le cadre. Ce sont bien sûr des tendances, et certains participants se démarquent tout à fait de ces logiques. Toutefois, elles ont certainement sournoisement leur place.

Par ailleurs, certains ne cachent pas leur méfiance, leur peur ou leur rejet face à l'islam, sans les associer nécessairement ou exclusivement avec le 11 septembre ou d'autres attentats terroristes. Confrontés à leurs inquiétudes rarement apaisées, ne se sentant manifestement pas en confiance, ils ne peuvent accorder leur reconnaissance sur demande. D'autre part et de manière générale, très peu de participants, musulmans comme non musulmans, ne se sont montrés critiques à leur propre égard. A l'égard de la société, des autres membres de la même catégorie ou communauté, éventuellement. A l'égard de soi ? Rarissime ou jamais. Mécanisme de défense naturel, cette difficulté à se montrer critique à son propre égard est renforcée par les lois du débat, qui est un échange de vues avant d'être l'occasion d'une introspection.

Toutefois, la nécessité de se connaître pour faire tomber les barrières et avancer dans le vivre ensemble a été soulignée dans chacun des groupes, à des degrés divers, par des non musulmans. Les rencontres ont en effet parfois permis la prise de conscience d'une grande ignorance sur la réalité des musulmans, et notamment sur leur diversité. Les lieux, initiatives et occasions qui favorisent la connaissance mutuelle doivent donc certainement être soutenus, comme étant potentiellement porteurs d'une amélioration et d'un apaisement du vivre ensemble. Reste à savoir comment, au quotidien, favo-

riser les espaces de rencontre qui engendrent une vraie connaissance réciproque. Car la rencontre en elle-même ne garantit pas le résultat. La façon de se comporter, de s'appréhender et de se dire importe tout autant que de se rencontrer. Les forums réflexifs en sont l'illustration.

En effet, en voulant remédier à la méconnaissance et, de ce fait, au manque de reconnaissance, certains musulmans ont adopté, dès que l'occasion se présentait, une attitude pédagogique d'enseignement des principes de l'islam et du vécu des musulmans. Or cet effort n'a généralement pas produit l'effet escompté, voire s'est parfois avéré contre-productif, car il ne correspondait pas souvent aux attentes des non musulmans en termes de communication, que d'aucuns auraient voulue plus proche du quotidien et de ses confrontations.

2- L'exigence de réponses claires

La frustration des musulmans de n'être pas reconnus semble être le pendant de la frustration des non musulmans de ne pas obtenir de réponses aux questions les plus importantes ou inquiétantes qu'ils se posent. Sur la liberté d'expression et de conviction, sur l'égalité entre hommes et femmes, sur l'islam politique, sur l'emprise de pays musulmans ou de courants durs, sur les voiles de plus en plus sombres et longs, sur le traitement réservé aux « déviants », adultères, homosexuels, apostats, ...

Pour de multiples raisons, sans doute, beaucoup de musulmans semblent souvent incapables de satisfaire l'attente de réponses claires des non musulmans. De fait, la plupart se montrent des experts de l'esquive - volontaire ou inconsciente. Que ce soit en évitant - par le silence ou en détournant le propos - de répondre à certaines questions, en donnant des réponses qui, souvent, apparaissent aux non musulmans comme déconnectées de la réalité, ou encore, très souvent, en minimisant la portée des faits qui posent problème.

Quelles sont les raisons de ce décalage ? Elles sont nombreuses.

D'une part, confrontés sans cesse aux mêmes questions, mis sous les projecteurs des interrogateurs, certains musulmans refusent de rentrer dans une logique de justification permanente et de questions-réponses où il leur est souvent demandé à la fois de répondre personnellement et de parler au nom de la communauté. Ils souhaitent participer à un débat plus égalitaire et non à un interrogatoire parfois soupçonneux.

D'autre part, de nombreux musulmans convaincus se veulent pédagogiques. Plutôt que de partir de la réalité des difficultés que pose l'islam au quotidien, ils partent de l'idéal islamique tel qu'ils le conçoivent. Ils présentent l'islam tel que - selon eux - il devrait être. De ce fait, ils occultent pour une grande part l'islam tel qu'il est vécu. Ce souci pédagogique est parfois très mal perçu par certains non musulmans, mais est également apprécié par quelques autres, qui rencontrent, par ce biais, un autre visage de l'islam.

L'appréciation des réalités et le vocabulaire pour les nommer diffèrent parfois profondément entre musulmans et non musulmans. Prenons l'exemple de l'extrémisme. Musulmans et non musulmans n'ont pas, c'est évident, la même notion de ce qu'est l'extrémisme, ni la même attitude à son égard. Pour les non musulmans, relève de l'extrémisme tout ce qui, motivé par le religieux, leur semble inacceptable dans le contexte sociétal belge actuel. Pour les musulmans, en général, l'extrémisme ne se mesure pas à l'aune des normes sociales ou sociétales. Il se mesure à l'aune des interprétations des prescrits religieux et du respect de ces derniers. Le religieux zélé ne sera presque jamais taxé d'extrémisme. Sera éventuellement considéré comme radical celui qui outrepassé les prescrits coraniques, en donne une interprétation contraire à la tradition ou utilise des références très connotées religieusement à des fins non religieuses.

Pour la plupart des musulmans présents, l'islamiquement correct ne peut être radical. Pour la plupart des non musulmans, il l'est lorsqu'il ne respecte pas les normes et la paix sociales. Il y a donc là un désaccord profond sur les termes, qui rend difficile le dialogue. Non que les musulmans ne perçoivent pas ce à quoi les non musulmans font référence lorsqu'ils utilisent ces termes, mais qu'ils ne peuvent accepter cette signification. Confrontés à leurs inquiétudes face à l'islam ou à certains de ses aspects, les participants non musulmans ne se sentent pas compris par les musulmans.

En outre, certains refusent sans doute de juger - car, au nom de la diversité en islam, les musulmans ne semblent pas souvent se sentir le droit de critiquer leurs frères et sœurs en islam, du moins devant des non musulmans critiques. Quelques-uns n'ont probablement pas d'opinion par rapport à des réalités ou des questions peut-être fort éloignées de leur vécu. Ce silence est sans doute également pour certains une manière d'acquiescer à certaines pratiques ou vues, voire de les soutenir, sans toutefois vouloir rendre plus difficile encore une situation déjà tendue ou sans vouloir se compromettre.

Non négligeable, il apparaît également qu'un certain nombre de musulmans n'osent pas exprimer de vues personnelles, de vues « non autorisées », sur de nombreuses questions qui sont aujourd'hui en débat au sein de la communauté musulmane occidentale et ne sont pas encore clarifiées. Et pour cause, l'ensemble de la pensée musulmane - notamment politique - doit être revue à l'aulne du contexte non musulman, pour lequel elle n'a pas été prévue. Et certains semblent effectivement attendre de savoir ce qu'ils doivent penser pour s'exprimer³. En effet, confrontée à des sujets sensibles, la discussion a régulièrement eu tendance à être ramenée à des questions classiques et plus proches aussi de la réalité des gens sans doute, celle du foulard par exemple, qui a déjà fait couler des litres d'encre, et dont les arguments - de part et d'autre - sont d'autant plus faciles à manier.

Ensuite, il faut tenir compte de la réalité non centralisée et non hiérarchique de l'islam. En islam, il n'y a pas d'autorité centrale. Différentes écoles, différentes tendances, différentes sensibilités existent, qui sont autant de facettes de l'islam. Aucun musulman n'est en principe habilité à parler au nom de l'islam ou des musulmans, à l'exception de ceux qui jouissent d'une certaine représentativité et, de ce fait, d'une certaine légitimité auprès de certains. Toutefois, même dans ce cas, ces personnes ne parlent qu'au nom de ces derniers. Cette diversité propre à l'islam empêche effectivement d'obtenir des réponses univoques. Elle ne devrait toutefois pas empêcher les uns d'être critiques par rapport aux autres ou à la communauté de manière générale, mais, par souci pédagogique, ou pour ne pas nuire davantage à l'image de la communauté, ou pour préserver une sorte d'unanimité, ou pour ne pas avoir de problèmes, ou..., un mouvement réellement critique apparaît très difficile, voire impossible, de la part de musulmans de conviction - dans le cadre de ce type de rencontres, en tout cas. Et cet évitement irrite et inquiète de nombreux non musulmans.

Par ailleurs, il est évident que les musulmans sont confrontés à la difficulté que beaucoup de non musulmans ne cherchent pas le dialogue, mais l'adhésion à leurs conceptions fondamentales ou à leur mode de vie et sont rarement capables d'auto-critique. Dès lors, mal pris entre leurs idées et la demande qui leur est faite avec insistance et pas toujours bienveillance de se justifier, de se démarquer de certaines conceptions, certains fuient la confrontation sur les principes.

Paradoxe de l'islam d'Europe, d'une part, beaucoup de musulmans éprouvent des difficultés à énoncer des jugements personnels sur des questions générales, d'autre part, beaucoup s'en réfèrent à leur expérience personnelle pour appuyer leurs discours, souvent fort teintés de revendications communautaristes. Ainsi, à propos de la fameuse question du foulard, peu de musulmans parviennent à quitter la logique du « c'est mon droit » pour considérer la question sous un angle plus général. Beaucoup,

³ Devoir, non dans le sens d'une obligation au sens strict, mais dans le souci de rester dans de l'islamiquement correct. En ce sens, ils attendent peut-être l'avis de théologiens ou de savants reconnus avant de prendre eux-mêmes position. Ce qui ne signifie pas, comme pour le foulard, qu'une seule position soit défendable.

sur base de leur expérience personnelle ou de celle de leurs proches, argueront que le port du foulard est un acte libre basé sur la conscience personnelle. Ces considérations, sans doute exactes dans leur cas, voire théologiquement, n'enlèvent rien au fait que, dans le monde, mais aussi en Belgique, le port du foulard est encore trop souvent accompagné d'un contrôle, voire d'une contrainte. S'exprimant ainsi, ils ne parlent que d'eux-mêmes et de ce qui est ou serait bon dans le cadre de leur vécu. Il nous semble qu'une réflexion en termes plus généraux fait souvent défaut dans le chef des participants musulmans. Cette impression serait sans doute moins marquée si elle n'était pas corroborée par le sentiment que beaucoup de musulmans prennent individuellement peu en charge les problèmes collectifs ou qui ne concernent pas les musulmans en première ligne.

Les explications concernant les difficultés des musulmans à prendre position de façon nette et les difficultés partagées à entrer dans un débat clair sont nombreuses - la liste n'est d'ailleurs pas exhaustive - et leur importance respective ne doit pas être sous-estimée. Elles posent cependant problème lorsque l'intérêt de la défense de l'islam apparaît supérieur à l'exigence de vérité.

Le problème de ce manque de réponses est en effet le doute de certains non musulmans quant au positionnement réel de certains musulmans. Ce silence ou ces réponses abstraites ne sont-ils pas une façon d'acquiescer à certains discours, certaines pratiques, ou tout au moins, de leur reconnaître une légitimité ? N'y a-t-il pas là une certaine forme de complicité, au moins passive ? Dans un contexte où l'islam suscite souvent la crainte, ce manque de clarté n'est pas de nature à rassurer les esprits inquiets. Les discours qui se veulent apaisants mais contournent les difficultés ou ceux théoriques sur l'essence même de l'islam ne suffisent généralement pas à les tranquilliser. Ce d'autant plus que les problèmes soulignés par les non musulmans - même lorsque leur ampleur est exagérée - sont le plus souvent indéniables.

Certains musulmans font pourtant preuve d'un réel franc-parler, que ce soit dans la défense de positions plus radicales ou au contraire plus souples, ou que ce soit dans cette façon très simple de partager leur cheminement, leur questionnement, leurs difficultés, leurs choix, quand les réflexions - en somme - sentent le vécu.

De manière générale, musulmans et non musulmans semblent confrontés à un gros problème de communication. Hors de tout procès d'intention à l'égard des musulmans, le fait est que leurs propos sont souvent ambigus et souvent éloignés des préoccupations qui les suscitent. Il leur est sans doute nécessaire de s'interroger sur la meilleure façon de faire passer leur message à une assistance qui n'a pas les mêmes référents, ni la même connaissance des processus internes à la communauté musulmane, et qui a parfois des idées bien tenaces. Du côté non musulman, une disponibilité est nécessaire pour qu'un débat réel - sur les principes aussi bien que sur les faits - puissent voir le jour. Car s'ils souhaitent voir les musulmans s'exprimer clairement, les non musulmans doivent aussi se montrer prêts à écouter des façons de voir et de penser qui peuvent être différentes des leurs. Sans cela, ils renforcent eux-mêmes les processus qu'ils décrient.

Bien qu'ils souffrent de devoir répondre sans cesse aux mêmes questions, de voir l'intérêt lié à l'islam souvent s'arrêter à des points sensibles et litigieux, les musulmans ne peuvent, dans le contexte actuel et s'ils souhaitent un vivre ensemble plus harmonieux, faire l'impasse de répondre aux interpellations des non musulmans.

5. Identité

La vision de l'identité a évidemment des influences sur la manière de concevoir les relations à autrui, la possibilité d'intégrer des éléments nouveaux ou de s'intégrer dans un environnement qui n'est pas exclusivement peuplé des référents identitaires propres.

Au même titre que la ville, mais non proportionnellement, le groupe d'Anvers a rassemblé un panel de participants diversifié, très polarisé, comptant notamment trois nationalistes flamands et un membre de la Ligue Arabe Européenne. Cette polarisation a eu pour effet des rencontres parfois explosives. A côté de ces extrêmes, cinq musulmans de conviction, dont une convertie, côtoyaient un commissaire de police de la cellule « *diversiteit* » (diversité), deux jeunes professionnelles engagées dans le travail interculturel, ainsi qu'un étudiant universitaire.

De nombreux conflits collectifs récents illustrent combien les référents religieux peuvent jouer un rôle dans la construction des identités collectives et les relations à autrui.

Dans certaines sociétés sécularisées, ces références sont admises comme une composante historique et une partie du patrimoine, sans avoir vocation à être un instrument actif d'identification collective. Concernant la Belgique, la plupart des participants opèrent une distinction nette entre la présence et le rôle de l'héritage chrétien dans le façonnement de la culture belge et occidentale et les choix individuels relatifs à la croyance. Une jeune athée d'origine algérienne l'a bien noté lorsqu'elle dit : « *J'ai remarqué qu'en Occident, c'est pas parce qu'on est blanc qu'on est catholique. Donc, je pense que c'est un pas qu'il faut aussi passer chez les musulmans* ». Ceci n'empêche pas certains de mobiliser l'héritage chrétien de la Belgique, dans une optique défensive à l'égard de cultures et de religions qui ne seraient pas d'ici.

Nombre de musulmans mentionnent que la distinction entre héritage et choix personnel s'applique également à l'islam : l'individu d'origine musulmane hérite d'une identité plus ou moins marquée par la dimension religieuse, mais choisit librement sa conviction. Pour étayer leur propos, plusieurs - parmi les plus jeunes, surtout - témoignent de leur cheminement personnel d'adhésion à l'islam ; cheminement intérieur que certains, nés dans des familles au moins culturellement musulmanes et éventuellement pratiquants dès l'enfance, nomment cependant « conversion », tant leur démarche spirituelle a changé. Pour ces musulmans convaincus, l'islam n'est pas la tradition, l'islam est le cheminement religieux.

Au niveau théorique, la plupart des non musulmans semblent accepter cette distinction entre islam hérité et islam de conviction, mais celle-ci ne semble pas toujours les convaincre sur le plan pratique. D'une part, certains mettent en doute la liberté effective des musulmans de choisir leur religion, en raison du poids de la communauté et de la tradition. Ces réflexions ont suscité des réactions fortes parmi les musulmans, refusant l'idée qu'ils seraient conditionnés et estimant que « *nous [musulmans] sommes aussi des esprits libres* », « *on a aussi un esprit critique* ». D'autre part, la ressemblance extérieure - au niveau de la pratique, des références - est telle entre musulmans par héritage et par conviction que la distinction ne fait généralement pas véritablement sens pour un non musulman. Cette distinction - même si elle n'est pas toujours extérieurement perceptible - permet toutefois aux musulmans de poser que l'identité religieuse peut être différente et indépendante de l'identité culturelle de l'individu. Les deux marquent profondément l'identité générale de la personne, mais ne se situent pas sur le même plan. Suivant cette logique, il

n'y a pas de conflit entre « l'être flamand » et « l'être musulman » ou entre « l'être marocain » et « l'être musulman ».

Ceci étant, tous les musulmans semblent reconnaître l'importance de l'héritage religieux dans les pays musulmans ainsi que parmi les personnes originaires de ces pays vivant en Belgique. Or cet héritage exerce - contrairement à l'héritage catholique de la Belgique - une influence considérable, non seulement au niveau des pratiques de nombreux individus, mais également au niveau de leur mode de pensée.

Derrière les débats identitaires pointent diverses conceptions de l'identité. Nous en avons dégagé quatre grands types à partir des forums. Chaque conception est source d'un être à soi et d'un être à l'autre différents. Ces quatre conceptions ou mode de construction de l'identité sont les suivantes : l'identité en isolement, l'identité contingente, l'identité métisse et l'identité à négocier. Certaines sont plus propres aux musulmans, d'autres aux non musulmans, mais elles dépassent largement ces clivages.

1- L'identité en isolement

Pour certains, l'identité est une donnée quasi immuable, un donné tout simplement, qui se décline au niveau collectif, au niveau d'un groupe de personnes. Elle trouve son fondement dans un peuple, dans une civilisation historique, dans un territoire, dans des traditions séculaires ou encore dans une langue ou dans une religion. Ces éléments sont inscrits dans l'histoire et caractérisés par la permanence. L'identité qui en découle marque un peuple et les individus qui le composent la reçoivent en héritage. Pour eux, cette identité est naturelle et un devoir-être. Dans le cas de visions islamiques absolues, elle découle de l'interprétation intangible de préceptes religieux.

1) Identités ethnoculturelles

Parmi les non musulmans, ces positions sont apparues de la façon la plus nette par la voix des nationalistes flamands. Cependant, elles auraient probablement pu se présenter dans des positions nationalistes francophones ou belges. Elles se manifestent également de manière plus mitigée, moins explicite, au sein d'une partie de la population qui fait moins d'efforts de théorisation de l'identité, mais se montre sensible à ce type d'arguments. Pour les nationalistes flamands, la langue et le territoire sont nécessairement les éléments fondateurs de l'unité du peuple. « *Qu'est-ce qu'être belge ? (...) Qu'est ce qu'un peuple ? C'est un groupe de personnes qui a en commun un certain nombre de points : une langue, une histoire, une terre, ...* »

Parmi les musulmans, une position forte, mais marginale a défendu une identité arabe sur le même mode que celle des nationalistes flamands. Selon la pensée communautariste arabe, le territoire d'origine apparaît comme la donnée fondamentale, à laquelle sont liées une culture et des habitudes particulières. La langue, par contre, apparaît comme un élément relatif. Cette perspective d'une identité découlant naturellement d'une origine géographique fut réfutée par l'ensemble des participants d'origine arabe du groupe d'Anvers, contestant l'existence d'une culture arabe unique et revendiquant leur identité de Belges.

Ce type de positionnement identitaire postule donc une différence radicale entre groupes d'origine et de culture différentes, différence qu'il faut protéger dans l'intérêt même des cultures. Les discours se conjuguent en « nous » et « eux » ou en « nous » et « vous », distinguant les mondes... Ce qu'illustrent les extraits suivants :

Discours d'un nationaliste flamand : « *Autochtones et allochtones sont différents. Ils n'ont pas la même identité. Heureusement que nous ne sommes pas les mêmes, dit-il, j'en suis content. Nous avons la même valeur, mais nous ne sommes pas les mêmes. Absolument pas.* »

Discours du membre de l'AEL: « Il a un bagage culturel différent de moi. C'est normal. Je trouve le « nous et eux » normal. Je trouve ça la chose la plus naturelle du monde s'il y a différentes communautés, qu'elles vivent séparément, aient leurs propres institutions. »

Toutefois, si pour les nationalistes flamands, le statut de minorité implique de vivre sa particularité dans son coin et de ne pas prétendre à une influence au niveau public, pour le communautarisme arabe, la minorité a des droits qui sont autant de devoirs pour la majorité et que celle-ci doit honorer. Une majorité ne doit pas décider pour une minorité, mais mettre en œuvre une politique de minorités qui permette à celles-ci de défendre leurs intérêts et de développer leur identité, dans des institutions propres. Opposition frontale évidente entre deux positions pourtant proches dans leur essence, mais dont les intérêts divergent.

Ces identités en isolement semblent des identités frustrées, la conséquence de peurs et de malaises. La vision du nationalisme flamand apparaît marquée par son histoire et par la lutte qu'il a dû mener pour que la culture - en particulier la langue - flamande soit reconnue. La peur de perdre des acquis sociaux et culturels chèrement payés semble bien présente et influencer fortement le regard des tenants du nationalisme flamand à l'égard d'autres groupes « ethniques » présents sur le territoire. Pour sa part, la façon de penser de l'AEL semble celle d'une identité qui ne voit que dans le repli le moyen de s'épanouir. Elle est probablement davantage la conséquence d'un malaise social qu'un refus, par définition, d'ouverture aux autres. Dans aucun des deux cas, travailler ensemble à une société commune meilleure n'est envisagé. L'autre n'est jamais un partenaire.

2) Et l'islam dans tout ça ?

Dans le domaine de l'identité religieuse, le type de discours de minorité que tient l'AEL obtiendrait probablement davantage les suffrages de musulmans. Au sein des groupes, plusieurs musulmans ont ainsi insisté sur la nécessité, pour l'Etat belge, de s'adapter à tous ses citoyens et notamment, en l'occurrence, aux citoyens de confession musulmane. La nature de l'adaptation n'a pas toujours été clarifiée, mais elle est - *a minima* - relative à la possibilité de pratiquer librement sa religion: « Je crois de toute façon que toute majorité, dans un pays, impose son modèle de société aux autres. Ce qu'il y a, c'est que cette majorité, en imposant son modèle de société, doit aussi respecter les minorités. Donc les droits et les libertés des gens qui ne pensent pas comme eux. » S'inspirant de la minorité homosexuelle, un jeune participant développe cette idée, qui semble assez communément partagée: « Aujourd'hui, il faut prendre en compte que, sur ce continent-là, il y a des musulmans qui sont nés, qui vivent ici et qui appartiennent à ce continent-là. A., tu as parlé de ton homosexualité. Mais le comportement homosexuel est quelque chose qui aujourd'hui s'affiche et les lois et l'Etat s'adaptent à ces comportements. (...) Donc, c'est l'Etat qui s'adapte aux gens. Donc, pourquoi ce ne serait pas vrai pour les musulmans, pourquoi ce serait aux musulmans de s'adapter, de renier ce qu'ils sont. Non. Et moi, je me reconnais pleinement - enfin, je suis français, je ne suis pas encore belge - dans les notions de la République, d'égalité, de liberté, de fraternité. Je me reconnais pleinement dans ces notions-là, et je veux que mon pays, qui est la France, s'adapte à ce que je suis. » Cette adaptation est-elle censée être spontanée, être le fruit d'une maturation ou d'une intervention? Peu sont explicites à ce propos. Ceux qui en parlent mentionnent une action politique, par le biais de politiciens, de mouvements ou de partis musulmans. Toutefois, manifestement, certains préféreraient pouvoir se passer de cette action politique: « Ecoutez, nous, on est une minorité, respectez-la. Nous, la société pluraliste, on la comprend et on pourrait très bien s'y intégrer, la société laïque aussi. Faites-en sorte qu'on ne soit pas obligés de faire de la politique. »

Ce type de discours recouvre toutefois incontestablement des perspectives fort diverses. Si l'un ou l'autre, rares dans nos groupes, développent un discours de mino-

rité qui se vit à part et ne demande qu'à être laissée tranquille, la plupart se veulent résolument inscrits dans la vie commune, se voulant partie prenante d'une société qui prend en compte leurs revendications et leur identité religieuses. Ainsi, un des participants a-t-il terminé son intervention par ces mots : « *L'Etat doit s'adapter à ces gens-là, tout en gardant en ligne de mire que l'objectif, c'est vivre ensemble.* »

Ces propos nous conduisent à évoquer une dernière position identitaire close, fondée sur d'autres motifs que ceux des communautaristes flamands ou arabes, et qui est celle de musulmans qui affirment avec force une identité religieuse exclusive. Précisons d'emblée qu'aucun participant musulman ne s'est strictement inscrit dans cette perspective. Dans cette conception, le recours à l'islam et aux textes sacrés fonde une identité collective qui s'affirme comme spécifique, différente, inconciliable avec l'esprit de la société environnante et qui en vit séparée. Cette différence découle de l'interprétation de préceptes religieux. Poussée à son paroxysme, elle peut mener à une opposition, voire à un affrontement, par rapport au monde 'occidental'. Nos groupes n'ont pas connu de telles affirmations, mais bien - comme nous venons de le mentionner - certaines positions tactiques de séparation. Ces dernières consistent à s'affirmer radicalement différents, mais disposés à accepter, en tant que minorités, les obligations de la société et surtout de ses lois.

2- L'identité contingente

La deuxième vision de l'identité et de sa construction est aux antipodes de la précédente. Autant celle-là affirmait une identité collective et sa permanence dans le temps, autant celle-ci affirme une identité qui se construit dans la contingence, dans les relations, dans la subjectivité. La pertinence même de l'idée d'identité collective est mise en question. L'identité est avant tout un sentiment d'appartenir à une collectivité qui aurait quelque chose en commun, certes, mais pas d'identité forte.

Voici quelques affirmations en ce sens, à propos de l'identité flamande :

« L'identité est aussi une question de sentiments. Par exemple, à l'étranger, tu te sens plus flamand que jamais. Lorsque c'est la coupe d'Europe de football, nous sommes tous Belges jusqu'au bout. (...) Qu'est ce qui nous relie, en tant que Flamands, excepté le territoire et la télévision ? »

« Le peuple flamand, je crains effectivement que ce soit une réalité fictive. Je pense que très peu de gens se reconnaissent de ce territoire, cette langue, cette culture, cette histoire. » Et plus loin : *« Je ne me sens pas flamande. Je me sens simplement quelqu'un de Kampenhout et je ne me confonds pas avec un Flamand de Flandre occidentale (West-Vlaming). C'est en tout cas une tout autre subculture. Donc, ce peuple flamand, qu'est-ce que c'est ? »*

Dans cette vision contingente et individuelle de l'identité, les relations aux autres et au contexte passent surtout par des arrangements pratiques. Cette façon de voir ne débouche pas sur une théorie particulière du vivre ensemble. En effet, n'estimant pas avoir d'éléments identitaires essentiels à défendre, les tenants de cette vision proposent avant tout une analyse des difficultés suscitées par le vivre ensemble tel qu'il se passe aujourd'hui et cherchent éventuellement à l'améliorer. Relativisant la portée ou la pertinence de la culture - de la leur, en tout cas -, ils aspirent à une société où chacun ait sa place. Ils refusent d'ériger un système belge ou occidental en modèle auquel les populations héritières notamment d'autres conceptions devraient se conformer. *« Nous sommes en train de parler de qui est flamand et de qui ne l'est pas. Je trouve en fait vicieux que seuls les insiders, les Flamands donc, déterminent les normes pour pouvoir appartenir au club. »*

Cette position n'implique probablement pas une relativisation de toutes valeurs : la liberté et l'égalité entre hommes et femmes, par exemple. Un participant s'exprime dans ce sens. Pour lui, la présence des musulmans en Belgique pourrait engendrer la création d'une nouvelle société, une société enrichie par leur apport : *« C'est un enrichissement. Parce qu'il y a des valeurs sur lesquelles on ne reviendra pas, des valeurs qui ont fait leurs preuves dans le savoir-vivre ensemble. »* Pas de précisions, toutefois, sur ces valeurs qui ont fait leurs preuves...

Ce type de positionnement identitaire apparaît moins présent du côté des participants musulmans, en tout cas en ce qui concerne leur identité religieuse. Pour les musulmans de conviction, celle-ci ne peut être une identité contingente. Quant à leur identité culturelle belge ou d'ailleurs, quelques-uns entrent effectivement dans cette logique de relativisation, d'autant plus, parfois, que leur identité religieuse est forte.

3- L'identité métisse

Cette troisième vision de l'identité se situe à l'intersection entre les niveaux individuel et collectif. Elle ne nie pas l'existence d'une sorte de substrat commun à un groupe, d'une mentalité commune, héritage des habitudes culturelles de la génération ou des quelques générations précédant. Ce substrat commun permet de parler du fait d'être flamand, belge, marocain ou musulman sans pour autant que les éléments de ce substrat soient ou puissent être énoncés clairement et exhaustivement. L'identité n'est pas, dans cette perspective, une donnée fixe, mais une donnée fluctuante, avant tout personnelle, pouvant puiser dans différents héritages et être, de ce fait, une identité mélangée. L'identité est dynamique, elle est le fruit de l'interaction entre personnes d'origine et d'habitudes diverses. Dans cette construction identitaire, les identités individuelle et collective s'entremêlent et s'influencent réciproquement.

Cette vision n'est pas exclusivement musulmane, mais est très répandue parmi les musulmans, refusant d'être catégorisés exclusivement « musulmans », « marocains » ou « turcs », mais revendiquant leur identité mixte. Comme le disait une intervenante d'origine marocaine : *« On ne choisit pas d'être ou Marocain ou Belge. On devient une personne. »* Et une autre de confirmer : *« A côté de la culture de la maison, vous avez encore une autre culture, et c'est ce qui fait que vous êtes en fait un mélange des deux. »*. A l'opposé du communautarisme arabe, les musulmans des différents groupes semblent presque tous désirer un véritable vivre ensemble où chacun ait sa place et soit pleinement reconnu. Ils développent en ce sens un discours de l'interculturalité. Celle-ci, présentée comme l'idéal du vivre ensemble, est caractérisée par un double mouvement. D'une part, elle est le lieu de la préservation d'éléments spécifiques essentiels de l'identité individuelle et collective. D'autre part, celui de la perte ou de l'adaptation progressive des autres éléments, moins importants. Refus de la dissolution. Refus du cloisonnement. L'interculturalité doit permettre aux individus et aux groupes aux divers héritages ethno-culturels de les concilier et de trouver une place dans la société, avec cette caractéristique particulière. Elle doit également permettre aux « Belges de souche », individuellement et collectivement, de profiter des apports des différentes cultures et de trouver, pourquoi pas, eux aussi un nouvel équilibre.

Des Belges de souche vivent-ils aussi une nouvelle synthèse identitaire, au contact des populations originaires de pays musulmans ? Au niveau des individus adultes, des cas existent certainement, mais les participants des différents groupes n'ont pas donné de témoignage en ce sens. Par contre, les plus jeunes, lorsqu'ils vivent au quotidien en contact avec d'autres, d'origine étrangère, en prennent certaines caractéristiques. D'après une enseignante flamande : *« Je vois par exemple que les quelques élèves flamands que j'avais dans ma classe l'année dernière prenaient exemple sur les marocains, dans la manière de parler, de s'habiller, dans le style de musique... Je n'y voyais aucun inconvénient. »* Au niveau sociétal, aucun participant ne mentionne de changement actuellement, bien que quelques-uns en évoquent la perspective, avec prudence

toutefois. « Il y a certainement des valeurs que vous apportez et qui seraient peut-être fort intéressantes, mais pour créer quelque chose de nouveau, mais donc pas, à ce moment-là, avoir une suprématie ... »

4- L'identité à négocier

L'interculturalité, d'après les propos de plusieurs participants, est donc censée apporter un métissage des identités qui permette aux individus et aux groupes de partager des références et des valeurs tout en gardant des spécificités. Lorsque, dans ce métissage, des individus ou des groupes souhaitent défendre plus particulièrement certains aspects de leur identité, on parle d'identité à négocier, plutôt que d'identité métisse. Ces deux positions identitaires sont donc proches, à ceci près que l'identité à négocier a pour point de départ la conscience d'une identité forte à préserver, qu'elle soit religieuse ou historico-culturelle. Les défenseurs de cette position sont conscients que cette identité doit se vivre dans un contexte nouveau, cohabiter avec d'autres et donc se redéfinir sans se perdre. Mais cette redéfinition doit se faire dans une négociation, en veillant à la sauvegarde des bases du vivre ensemble.

Historiquement, les rapports politiques entre laïques et catholiques en Belgique ont toujours été et restent marqués par cette négociation. Les rapports entre musulmans et non musulmans, quelles que soient leurs convictions, le sont aussi.

Dans le cas de certains musulmans, le leitmotiv interculturel a ainsi aussi une facette de protection de l'identité religieuse. L'interculturalité doit alors fournir l'espace nécessaire aux croyants pour vivre leur foi pleinement dans un espace qui n'est traditionnellement pas musulman. L'interculturalité constitue alors une protection contre toute demande qui leur serait faite de renoncer à certains aspects de leur foi et la condition par laquelle ils peuvent vivre complètement leur citoyenneté belge et leur religion. Ainsi, certains acceptent-ils le métissage de leur identité culturelle, voire même, pour certains, la perspective d'une perte progressive des aspects culturels liés à leur pays d'origine, mais refusent de faire entrer leur identité religieuse dans ce métissage progressif. « *Le Maroc ne va pas influencer dans ma construction identitaire, mais ce qui par contre importe, c'est ma foi.* » L'identité se négocie. Elle n'est pas exclusivement le fruit d'une adaptation progressive liée aux générations qui passent.

Ces discours de l'interculturalité - identités métisse et à négocier - se retrouvent logiquement dans la bouche de nombreux musulmans, qui souhaitent voir leur identité et leur religion reconnues dans l'espace où ils vivent et qui, davantage que leurs homologues non musulmans, ont l'expérience concrète d'être porteurs de modes de pensée et d'habitudes divers. Les identités métisse et à négocier ont donc fait l'objet de développements plus nombreux de la part de participants musulmans, mais ne leur sont en aucun cas spécifique.

Un lien fort apparaît entre le type de discours et le type de vécu des personnes, sans qu'une causalité univoque puisse être établie entre les deux termes.

Conclusion

Lorsque l'identité est théorisée, elle donne lieu à des conceptions tranchées et clivées. Les discours s'élaborent et s'affinent au contact avec et en réponse à des positions opposées. Ces discussions souvent très délicates et suscitant une importante controverse confirment que l'identité est - lorsqu'il faut la verbaliser - plus complexe que ne le laisse supposer le sens commun. Cet effort de théorisation de l'identité est intéressant dans la mesure où il montre combien les conceptions sont en pratique liées au vécu personnel, les rendant toutes partiellement relatives. L'identité et les discours qui la structurent apparaissent donc comme une construction plutôt

que comme un absolu ou une vérité (religieuse, nationale, ethnique,...), comme ils sont souvent présentés.

Si les conceptions semblent souvent étroitement liées à l'expérience individuelle, le lien est probablement également réciproque. Les conceptions officielles ou les plus répandues pèsent sur l'expérience des individus. Dans cette mesure, l'Etat, l'opinion publique, en particulier tous ceux et celles qui bénéficient d'une certaine autorité, ont une influence - et donc une responsabilité - sur la façon dont se passe l'existence commune. Ils peuvent choisir d'adopter un discours qui met davantage en avant la sauvegarde d'un patrimoine propre ou la flexibilité de l'adaptation réciproque. Bien sûr, le vivre ensemble ne dépend pas que des positions officielles, mais celles-ci peuvent lui être plus ou moins favorables.

6.

Les valeurs des jeunes et leur rapport au religieux

Au niveau de sa composition, le groupe des jeunes a compté 11 participants. Ils peuvent être classés entre croyants d'une religion particulière et non croyants, que nous appellerons « participants non confessionnels ». Parmi les croyants, le groupe comptait 6 musulmans de conviction, dont deux femmes, et un catholique « à sa manière », comme il s'est présenté lui-même. Les 5 autres participants ont tous fait allusion à une certaine forme de spiritualité ou d'héritage religieux : l'une s'est déclarée issue d'une famille très catholique, mais n'a pas signalé partager cette foi, une autre, algérienne d'origine, s'est dite athée bouddhiste, les autres ne faisant pas référence à une religion en particulier, mais bien à une croyance ou à une quête personnelles. Mentionnons que le groupe ne comportait aucun athée matérialiste, ni aucun chrétien ou adepte d'une autre confession, véritablement engagé au niveau de sa foi. La présence d'autres « religieux » aurait pu complexifier l'analyse, car on peut supposer qu'elle aurait permis la mise en évidence de parallélismes ou de rapprochements entre les attitudes et les références des croyants de différentes confessions.

La question posée aux jeunes portait sur l'influence - ou non - de la religion sur leur sexualité, entendue au sens large de rapport à son propre corps et à celui des autres, hommes ou femmes ; sur leur comportement d'êtres humains sexués.

Les réponses ont éclairé une différence fondamentale entre les participants musulmans et non musulmans. Les premiers ont tous mentionné une influence de la religion - musulmane en l'occurrence - sur les différents aspects de leur vie d'hommes ou de femmes. Tous affirment essayer de vivre en conformité avec les prescrits islamiques, cheminer vers cet idéal. De leur côté, les non musulmans - même ceux qui, parmi eux, ont reçu une éducation catholique - vivent leur sexualité sans rapport au religieux, en faisant référence quasi exclusivement à des valeurs personnelles. Toutefois, il s'agit probablement moins d'une attitude de non musulmans que d'une attitude de non « strict adhérents » à une religion.

1- Le respect des prescriptions par amour de Dieu

Par rapport à la religion, le mouvement des participants musulmans est celui d'une adhésion, adhésion à un Dieu et adhésion à son message. Chacun, à un moment de sa vie, a vécu une étape d'appropriation personnelle de cette foi. Et dès lors que le message de la foi est accepté, les prescrits qui lui sont liés sont acceptés par ces jeunes croyants comme la voie qui mène à Dieu. A les écouter, ce qui frappe est leur souci de - trouver comment - se conformer aux prescrits de leur religion dans leur vie personnelle. Chacun à son stade et à sa façon les respecte déjà. Mais la voie ne paraît pas toute tracée et chacun tend vers cet idéal avec ses interrogations et son vécu particulier. L'obéissance aux prescriptions est à la fois un déjà là et un idéal à atteindre. Un des participants a mentionné trois aspects essentiels des exigences islamiques en termes de sexualité : la pudeur, au niveau du vêtement, mais également au niveau du regard ; des relations interpersonnelles dénuées d'ambiguïté ; et l'absence de relations sexuelles avant le mariage : *« La religion, si elle a une influence sur mon comportement et ma vie sexuelle ? Ben oui, tout à fait. Je respecte les prescriptions de ma religion - l'islam - et ceci a une incidence forcément sur ma façon de m'habiller. J'essaie d'avoir un habit, d'un point de vue islamique, pudique. J'essaie aussi d'avoir un rapport à l'autre tout à fait académique. J'essaie de ne pas être dans un rapport trop... qui pourrait susciter le doute dans notre relation, que ce soit hommes ou femmes, d'ailleurs. (...) En ce qui concerne les relations sexuelles, je n'en ai pas. Je ne suis pas*

marié. Comme je l'ai dit, je m'inscris dans le respect de mes traditions religieuses, donc pas de relations sexuelles avant le mariage. »

Ces principes-là guident normalement le comportement sexuel des musulmans. D'après leurs dires, les participants musulmans du groupe tendent tous à se conformer à ces principes dans leur vie quotidienne. Cette adhésion ne signifie pas que chacun sache en toute occasion la meilleure façon de s'en approcher ni que, le sachant, l'application concrète soit évidente.

En effet, au-delà de la première question, théorique, concernant le 'ce qu'il faut faire', le respect des principes islamiques, au quotidien, dans le contexte belge et occidental actuel pose aux musulmans un certain nombre de questions ou de difficultés très concrètes. Elles sont parfois simplement pratiques - quid de la mixité dans les piscines, qui pose problème à certains ? Elles touchent parfois aussi à la définition de soi, de son « être musulman » dans un univers non musulman dont on a hérité les valeurs et un mode de pensée. Les dernières générations, qui ne vivent pas en milieu exclusivement musulman et qui ont besoin de trouver leur propre voie, leurs propres réponses. Ce qui était évident pour les générations précédentes ne l'est plus nécessairement pour les jeunes. Par ailleurs, les difficultés et résistances peuvent être personnelles, dues à l'histoire de chacun, à son environnement. *« Je sais parfaitement que dans l'islam, je ne peux pas boire d'alcool, je ne peux pas sortir sans voile, je ne peux pas, je ne peux pas... Je le sais, mais ce n'est pas pour ça que je l'applique. Et il y a des personnes qui ont une totale connaissance de leur religion, mais il y a des difficultés sociales, familiales, personnelles, des résistances... »*, explique une jeune convertie.

L'objectif ne réside pas dans l'obéissance à des règles ou à des principes, mais dans la quête de Dieu. Accéder à Dieu, lui montrer son amour pour Lui, Lui faire plaisir. Cet élément fut souligné par plusieurs jeunes. Voici leurs propos : *« Pour moi, l'islam, c'est ce qui me permet d'accéder à Dieu, c'est pas l'islam en lui-même qui est l'aboutissement, c'est Dieu qui est l'aboutissement. Et les prescriptions de l'islam me permettent d'arriver à Dieu. »* D'après une autre participante musulmane, *« quand on adhère à une foi, on adhère à l'ensemble des principes. Donc, peut-être qu'au départ, on n'est pas d'accord, on ne comprend pas certaines choses. On adhère parce qu'on aime Dieu et on veut lui faire plaisir. »*

De ce fait, l'essentiel n'est pas tant dans la rationalisation que dans l'adhésion confiante à la volonté - par définition bonne - de Dieu. Le musulman obéit par acte de foi, par soumission confiante. Il présuppose que les recommandations ou les obligations divines ont du sens et s'incline devant la volonté de Dieu. *« A la base, quand tu décides d'accepter cette foi, tu la prends comme elle est. Et ça ne t'empêche pas d'avoir un esprit critique, mais il y a des choses assez bateau, comme de dire « les voies de Dieu sont impénétrables », mais elles le sont. »* Lorsqu'elle est librement choisie et non vécue par tradition, cette attitude repose sur une démarche de foi et d'abandon à Dieu.

2- Le rejet de la contrainte, l'authenticité et une relative tolérance

Pour les participants « non confessionnels », religion et sexualité apparaissent tout à fait dissociées. Elles ont toutefois un point commun : dans les deux cas, l'individu est sa propre norme. Il ne s'agit nullement, comme dans le cas de certains musulmans, d'interpréter d'une façon ou d'une autre le contenu d'une foi ou ses préceptes. Il s'agit d'une démarche très différente où l'individu définit lui-même ce en quoi il croit, le dieu éventuel qui lui convient. Ce concept divin personnel auquel certains font référence n'exerce pas d'influence normative. Il est un soutien de leur spiritualité et - par ce biais - influence éventuellement leur éthique. Le comportement sexuel et quotidien est de même vécu en référence à soi - respect de soi, épanouissement, authenticité - et à des valeurs personnelles, telles que le respect de l'autre.

D'une part, pour ces jeunes non confessionnels, à l'idée de religion établie semble liée celle de quelque chose qui s'impose ou, en tout cas, limite la possibilité de s'autodéterminer et d'être véritablement épanoui. D'autre part, de façon corollaire, à l'idée de religion ou de spiritualité personnelles semble liée celle d'être maître de sa vie, de la guider selon son ressenti et ses valeurs propres.

« Par rapport à moi et à la religion : je ne m'inspire pas spécialement d'une religion en particulier (...). Ceci dit, j'ai quand même une croyance en quelque chose qui est au-delà, mais c'est personnel. Je pense que je me suis fait plutôt ma propre religion, si je peux m'exprimer ainsi. J'ai envie de vivre ma vie pleinement, de manière authentique, et en respectant les autres. Je n'ai pas envie de choquer ou de déranger. Mais voilà, ce souci de vivre ma vie pleinement est bien là. »

« J'ai pas vraiment éduqué selon les principes d'une religion particulière. (...) Je trouve que chacun devrait pouvoir être libre de se sentir soi-même, sans que les autres, une idée ou quoi que ce soit les empêche de s'épanouir. Pour moi, tout ce qui compte vraiment, c'est l'épanouissement de chacun. »

« Par rapport à la religion, ben, j'en ai pas, donc, ça ne me dérange pas trop. J'ai quand même une certaine spiritualité, parce que je crois à la réincarnation. (...) Je crois que je me respecte. Et je crois que chacun a le droit de faire ce qu'il veut et s'il y avait un Dieu, je ne sais pas si ça le dérangerait vraiment ».

Les jeunes non musulmans semblent donc se positionner en faveur d'une forme de liberté qui consiste à « se chercher » et à vivre en conformité avec leurs aspirations. Comme le montrent en outre ces exemples, beaucoup de jeunes non musulmans n'ont pas reçu d'éducation véritablement religieuse. Beaucoup n'ont pas de patrimoine religieux auquel se référer. Leur connaissance du religieux est fonction de leur intérêt et de leur recherche personnels éventuels. Ils se montrent à la fois distants de tout Dieu ou de toute religion établie et à la fois ouverts à une forme de transcendance ou, tout au moins, de spiritualité. Ils se forment une spiritualité non contraignante, que ce soit au niveau de la pratique « religieuse » ou du comportement moral. Chacun semble suivre la voie qu'il se trace, en références aux idées et idéaux qu'il se choisit. Le maître mot de cette attitude semble être l'authenticité. Les jeunes cherchent à vivre une vie authentique, c'est-à-dire conforme à leurs intuitions, conceptions, désirs. Ils refusent de se laisser limiter, que ce soit par les autres ou par un Dieu.

« Je n'ai pas envie de me dire, à ma mort : « Tiens, il y avait quelque chose que j'avais vraiment envie de faire, et je ne l'ai pas fait ». (...) Mais je n'accepterais pas de me dire : « J'ai pas fait cette chose parce que j'ai eu peur du regard de l'autre. »

Le corollaire de cette posture est - au minimum - une tolérance à l'égard des idées et du cheminement des autres. Le « personne ne peut me dicter ce que je dois faire » s'universalise dans « chacun doit pouvoir faire ce qu'il veut de sa vie ». Cette définition de la tolérance semble toutefois avoir une limite importante : l'incompréhension à l'égard de l'obéissance à un autre que soi.

Dans un positionnement intermédiaire par rapport à celui des participants musulmans et des participants non confessionnels, mais toutefois plus proches de ces derniers, les deux participants d'origine catholique voient malgré tout un apport de leur éducation religieuse et de leur éventuelle démarche religieuse à leur mode de vie. Celui-ci n'est pas vécu sous la forme d'une influence directive ou limitative, mais comme source d'une sensibilité morale : le christianisme, d'après leurs exemples, ayant développé leur sens du respect, de soi et de l'autre.

Par ailleurs, autant certains jeunes d'autres confessions pourraient probablement partager une expérience proche de celle des participants musulmans, autant des

jeunes musulmans sociologiques - absents de notre panel - pourraient probablement se retrouver dans le vécu de ces deux participants d'origine catholique : la religion développe une sensibilité morale, des valeurs en sont retirées, mais non nécessairement la foi ou la pratique.

3- Possible entente ou affrontement ?

La présentation qui précède peut sembler un peu trop dichotomique : les jeunes croyants engagés - musulmans en l'occurrence - cherchent Dieu, les jeunes non musulmans se cherchent avant tout eux-mêmes. Ce discours souhaite effectivement montrer la différence de logique entre ces deux façons de concevoir son existence sur la terre. Toutefois, ces propos doivent être nuancés.

D'une part, la foi religieuse n'est pas une réalité étrangère à l'ensemble des jeunes non musulmans. Ceux qui ne croient pas et n'ont jamais cru ne peuvent probablement pas avoir une connaissance intime de la réalité de la foi. Cela ne signifie pas que certains ne puissent pas comprendre la démarche de croire. Beaucoup de jeunes croient par ailleurs en « quelque chose ». Leur idéal de vie, même s'il est avant tout individuel, n'est pas nécessairement individualiste ou égocentrique. Leur quête, bien qu'elle ne s'inscrive pas souvent dans une démarche religieuse, peut n'être pas dénuée d'exigence et être tournée, si pas vers un Autre, du moins vers les autres.

D'autre part, la démarche de foi des musulmans ne s'inscrit pas en contradiction avec leurs aspirations personnelles. Comme les jeunes non musulmans, ils baignent dans un environnement où chacun cherche son bonheur et sa vérité. Eux aussi cherchent ce qui leur correspond le mieux, ce qui répond le mieux à leurs questions, le lieu de leur épanouissement. Et ils considèrent que la religion répond à ces attentes personnelles. Les jeunes musulmans du groupe semblent, autant que leurs coparticipants non musulmans vouloir mener leur existence dans l'authenticité : volonté de vivre leur foi comme ils l'entendent, préférence pour un islam de conviction par rapport à un islam de traditions, ... *« On nous impose tellement de choses, alors que la religion, je la choisis. Je choisis ma religion. »*

Ce terrain d'entente ne doit pas occulter la très grande difficulté - voire l'impossibilité - des jeunes non confessionnels à comprendre l'obéissance à des prescrits et à des règles, dans un acte de foi. A ce niveau-là, les deux modes de vie ne trouvent pas d'intersection.

« Je me reconnais par rapport aux valeurs que vous défendez, mais les prescriptions religieuses, moi, j'ai vraiment du mal, l'idée « moi, je ne mange pas de porc, parce que c'est écrit ou parce que Dieu l'a dit ». »

« - C : Est-ce que tu pourrais arriver à Dieu à travers ta seule volonté ?

- H : Ma volonté à travers l'islam.

- C : Mais sans passer par un intermédiaire ? (...) Normalement, on est soi-même convaincu de quelque chose. Soi-même. Et moi, j'ai pas besoin de... »

- H : Ca, c'est ta posture. C'est ton choix. Moi, j'ai choisi d'aller vers Dieu à travers la religion que je me suis choisie. »

Le fossé entre les deux logiques n'a pas rendu possible une véritable compréhension de la part des non musulmans. Pour dépasser l'incompréhension, certains musulmans ont suggéré que le pont de la foi est indispensable. Sans doute, une certaine attitude intérieure est-elle effectivement nécessaire pour pouvoir intimement comprendre la démarche de certains croyants. Or la foi ou cette disposition particulière de compréhension ne se commandent pas. Faut-il conclure à une impossible entente entre confessionnels et non confessionnels ? Il faut croire que, de ce point de vue, un vivre ensemble harmonieux ne passera pas pour les non musulmans par une compréhension de l'autre

- les musulmans pour leur part sont familiers et même, à leur façon, intimes de la façon de penser des non musulmans -, mais par un nécessaire respect.

Conclusion

D'après ce que le forum consacré aux jeunes laisse transparaître, les nouvelles générations n'évoluent pas vers une indifférenciation de leurs héritages respectifs. Ils ne semblent pas se diriger ni souhaiter se diriger vers une société homogène résultant de la fusion de différentes conceptions ou de la disparition de certaines dans d'autres. Au contraire, les participants - tant musulmans que non musulmans - revendiquent leur droit à être eux-mêmes, comme ils l'entendent. Les jeunes musulmans de conviction activent leur référence religieuse et entendent bien pouvoir être musulmans à part entière dans la société dans laquelle ils vivent, en y étant résolument inscrits. Les jeunes non musulmans sont confrontés à certaines incompréhensions par rapport au vécu de leurs co-participants musulmans, mais certains se montrent particulièrement réceptifs aux valeurs et à l'intériorité dont témoignent les musulmans. Sur ce terrain, beaucoup se cherchent et l'expérience des jeunes musulmans en a interpellé plus d'un. D'autres se sont montrés plus méfiants et parfois très acerbes dans leurs critiques à l'égard des prises de position des certains jeunes musulmans.

D'après ce que révèle ce groupe, une double tendance, contradictoire, se dessine parmi les jeunes. D'une part, plus que leurs aînés, certains jeunes se montrent ouverts et réceptifs par rapport au vécu des autres. Ils semblent intégrer ou prêts à intégrer d'autres façons de voir et d'être dans leur propre 'package' personnel, sans toutefois se renier. Ils sont des exemples de co-inclusion. D'autres, quelles qu'en soient les raisons, mais notamment certaines expériences douloureuses - une se sent rejetée par les non musulmans, une autre vit dans un quartier difficile, ... -, se montrent beaucoup plus fermés. Ouverts au dialogue, certes, mais pas véritablement à l'échange. En voulant peut-être protéger leur héritage, certains se recroquevillent sur leurs conceptions, au risque qu'elles se heurtent de plein front, ou qu'elles s'évitent.

Dans leur affirmation d'eux-mêmes dans un contexte non musulman, certains jeunes musulmans se montrent écrasants. Affirmant tant et si bien leur conviction et leurs conceptions, certains se montrent imperméables au vécu des autres. Dans un contexte où les musulmans de conviction « sortent des garages » et cherchent à faire leur place dans la société en tant que musulmans, les nouvelles générations se montrent souvent particulièrement ardentes dans la défense de leur identité. Réciproquement, certains jeunes non musulmans se sentent et se montrent agressés et se positionnent parfois dans une position de défense de leur mode de vie et de fermeture à l'égard de ceux qui semblent vouloir le bousculer.

En termes de perspectives, le bilan du forum des jeunes est donc mitigé. Si un socle commun semble parfois se dessiner, si l'incompréhension au niveau du vécu peut probablement être dépassée par le respect de l'autre dans ses convictions, celui-ci ne suffira sans doute pas à permettre l'entente entre des affirmations identitaires parfois très exclusives.

7.

Islam et école

Le forum sur l'islam et l'école a accusé un grand décalage entre le nombre de participants ouvertement musulmans et les autres. En effet, deux enseignants musulmans se sont désistés en dernière minute et une autre n'a pu être présente que lors d'une des soirées. Cette moindre présence musulmane a malheureusement nui à la représentativité du groupe. Parmi les autres, six professeurs non musulmans issus des divers réseaux - officiel, libre catholique et libre musulman -, un rhétoricien originaire d'un milieu musulman, un imam et une mère de famille musulmane. A une exception, les participants provenaient d'écoles ou de quartiers « à forte population musulmane ». Ces mots indiquent évidemment moins la conviction personnelle des individus que le milieu dans lequel ils évoluent et l'héritage qui est le leur.

La présence des musulmans pose de nouveaux défis aux écoles en particulier et à l'école en général. Elle l'oblige à tenir compte de nouvelles demandes, de nouvelles formes d'expression religieuse, de nouveaux états de faits. Ces nouvelles contraintes forcent les réseaux ainsi que chaque école - surtout lorsqu'elle est confrontée à une importante présence musulmane - à se positionner et à préciser ou à redéfinir ses pratiques, voire son identité. Ce qui ne se fait pas sans difficultés.

1- Les manifestations à visage islamique dans les écoles

Les professeurs du forum sur l'école font état d'une série de manifestations apparemment liées à l'islam et qui introduisent des changements dans leurs écoles et y sont source de réflexion et/ou de tension. Le point de vue - celui d'enseignants non musulmans - est partiel, mais cependant intéressant, dans la mesure où l'infrastructure scolaire belge est au départ et avant tout non musulmane, et confrontée en tant que telle à de nouvelles exigences.

Nombreuses des manifestations auxquelles les professeurs font allusion ne s'expriment pas sous la forme d'une demande ouvrant la porte à une négociation, à un dialogue, mais se présentent sous la forme d'états de fait, de situations s'imposant d'elles-mêmes. Parmi ces manifestations, deux catégories nous semblent pouvoir être distinguées : les manifestations ordinaires et les manifestations excessives ou radicales.

Les expressions ordinaires recouvrent les demandes et faits communément reconnus comme étant liés à la pratique ou à la sensibilité religieuses. Elles n'en sont pas pour autant « banales » ou « non problématiques ». Les professeurs en ont mentionné de nombreuses, parmi lesquelles les signes de visibilité religieuse, en particulier le foulard pour les jeunes filles ; le refus de certaines jeunes filles de participer au cours de natation ou de porter des tenues sportives non conformes à leur notion de la décence, de la pudeur ; l'absence de fait de nombreux élèves musulmans au moment des fêtes islamiques importantes, leur fatigue au moment du ramadan ; le refus, par de nombreux parents, du délogement des filles lors de classes vertes, sportives ou autres ; un autre rapport hommes-femmes, certains professeurs n'osant plus parler de sexualité en classe de façon aussi libre qu'auparavant ; le refus de la viande de porc dans les cantines. Ces phénomènes sont répandus dans les écoles accueillant de nombreux élèves musulmans.

A « expressions radicales », nous donnons le sens de « vécues comme étant illégitimes ou excessives », selon des critères évidemment personnels, relevant de la sensibilité particulière de chaque professeur, des habitudes scolaires, des mentalités. Chaque professeur présent s'est trouvé confronté, ces dernières années, à l'une ou

l'autre des situations suivantes : la mise en cause de matières scolaires en contradiction avec des interprétations littérales du Coran et de la Tradition du Prophète (la contestation de la théorie de l'évolution au profit du créationnisme, la négation de réalités historiques, amenant par exemple des étudiants à affirmer que l'islam est la première religion, historiquement parlant ou encore le refus de la musique, vécue par l'un ou l'autre comme étant diabolique); le rejet de produits occidentaux - considérés comme mauvais - ayant entre autres conduit des élèves à piétiner des cassettes musicales, alors que celles-ci constituaient le support d'un cours; le rejet, parfois violent, de l'athéisme ou de convictions autres que musulmanes : certains professeurs se font chahuter ou agresser sous prétexte de leur athéisme, des crucifix sont volés, la chapelle de l'école d'un des participants est saccagée à plusieurs reprises; un rapport hommes-femmes de séparation des sexes et de supériorité de l'homme sur la femme, conduisant certains pères d'élèves à refuser d'avoir réunion des parents dans la même salle que les mères ou qu'une femme puisse être élue présidente de l'association des parents; le refus de toute viande non halal, c'est-à-dire non rituellement sacrifiée; toutes les formes de violence verbale et/ou physique à prétexte religieux.

Ces formes radicales suscitent l'interrogation, parfois des réactions de peur et de rejet, mais sont aussi relativement marginales bien qu'en augmentation, d'après la perception des professeurs du forum. Elles sont le fait d'une minorité d'élèves ou de parents, mais une minorité bruyante et exigeante.

La classification entre expressions ordinaires et radicales de l'islam est opérée sur base des dires ou des expressions (d'énervement, de peur, ...) des enseignants. Ceux-ci permettent de sentir qu'à partir d'un certain seuil, sans doute relatif, la limite ou l'inacceptable est atteint. La frontière est en fait le niveau d'acceptation des participants non musulmans. Elle est donc relative, floue et certainement pas figée ou immuable.

Outre les expressions d'agacement, d'étonnement ou de peur, la distinction entre les deux catégories - ordinaires et radicales - d'expression de l'islam est également basée sur la façon différente dont les écoles gèrent les faits des deux catégories. Assez remarquable est de constater que les écoles des différents professeurs présents, face aux contraintes ordinaires, semblent se contenter d'en prendre acte et de tenter de trouver des solutions pratiques pour qu'elles gênent le moins possible. Les propos d'un enseignant au sujet des cours de natation en sont un bon exemple : *« Il y a un problème qui se pose : c'est l'absentéisme au cours de natation. En fait, les filles qui ne veulent pas venir, ça se règle à coup de certificats médicaux, sans doute en partie de complaisance. (...) J'ai même proposé, puisqu'il y a tellement d'absentéisme et qu'on ne sait de toute façon rien y faire, puisqu'elles sont couvertes par certificat : « est-ce que le programme nous oblige à faire des cours de natation ? », on m'a dit que non. Alors, pourquoi ne pas en discuter avec elles et peut-être trouver un autre sport qui pourrait remplacer la natation et qui réglerait peut-être les problèmes de pudeur, et cetera. Les professeurs sont ouverts à ça, mais, jusqu'à présent, il n'y a pas eu de décision. »*

A l'exception de la question du port du foulard, aucune ne semble avoir fait l'objet d'une réflexion de fond de la part des participants non musulmans, pourtant professeurs, ou de la part de leurs écoles. La réflexion, qui existe bel et bien dans certains cas, semble surtout concerner les mesures à prendre... Parmi les « solutions », tout à fait variables selon les établissements, les professeurs mentionnent l'organisation des journées pédagogiques au moment des grandes fêtes musulmanes; la signature de documents, au moment de l'inscription, dans lesquels les parents s'engagent à laisser leurs enfants participer aux activités organisées en dehors de l'école; le refus de tout couvre-chef dans un établissement qui interdit le port du voile, pour éviter de le stigmatiser; l'appel fait à des professionnels de la santé pour donner les cours d'éducation sexuelle; ...

Les demandes ordinaires font donc l'objet, dans la majeure partie des cas, d'une « gestion pratique » au niveau des établissements. Ce n'est pas le cas des formes plus radicales d'expression, qui semblent être gérées au cas par cas, souvent dans l'urgence.

N'apparaît aucune différence significative entre les écoles du réseau officiel et celles du réseau libre catholique. En ce qui concerne l'école confessionnelle musulmane, si les questions ne se posent pas toutes de la même façon - la nourriture halal et le port du foulard des jeunes femmes, par exemple, ne posent pas question -, elle a également ses propres arrangements, pour que les enfants partent tous en excursion par exemple. Elle est également confrontée à des manifestations excessives qu'elle réprime et gère de façon ferme.

De manière générale, les demandes considérées comme excessives donnent le sentiment d'être ingérables, et en tout cas ingérées, au niveau des établissements. Ingérables d'une part parce que difficiles ou impossibles à gérer dans certains cas, d'autre part parce qu'accepter de les prendre en compte au niveau de l'organisation scolaire reviendrait à reconnaître *de facto* une légitimité à ces faits. La légitimité des sollicitations ordinaires n'est certainement pas reconnue par tous les acteurs de l'enseignement - l'ampleur des débats sur le port du foulard à l'école en est la preuve -, mais le fait que des (tentatives de) réponses soient apportées, au niveau des réseaux d'enseignement ou des écoles, signifie que la question de leur légitimité est aujourd'hui acceptée, que le débat est ouvert. Pour les enseignants non musulmans, la question de la légitimité des demandes radicales, par contre, ne se pose même pas.

Une dernière demande d'élèves musulmans, sortant de l'ordinaire, mérite d'être relatée : dans une école du réseau catholique, une délégation d'élèves a souhaité obtenir la permission de prier pendant les vendredis du Ramadan. Cette demande a été prise au sérieux par le directeur de l'établissement et son adjoint et l'autorisation a été accordée. Contre toute attente, la majorité des demandeurs se sont rétractés. L'étudiant du groupe, rhétoricien dans ladite école, donne l'interprétation suivante : *« Quand les élèves ont été demander, à mon avis, leur pensée, c'est de croire que les profs vont dire « Non, non, non ! ». Alors ils vont tenter. Et ils ont la réponse « oui ». Alors ils se disent : « Nous, on va aller prier ??? » Alors, devant les autres, ce sera une honte. On n'osera pas et puis, paf, on va annuler. Pour tenter des choses, ils sont toujours les premiers à tenter. Pour la question d'aller prier, ils ne s'attendaient pas à une réponse positive. »* Cette demande est sans doute marginale et l'interprétation de l'étudiant une parmi d'autres possibles, mais cette anecdote montre que, malgré le visage religieux de certaines de leurs demandes ou de leurs comportements, certains élèves ne sont pas exclusivement motivés par leur foi et leur spiritualité. La religion est pour une part utilisée pour des motifs autres - dont un aspect de provocation - ce qui souligne la complexité du phénomène. Il serait réducteur de le considérer comme uniquement religieux. Face à la multiplication des sollicitations à caractère apparemment musulman, le danger est réel d'islamiser des phénomènes qui peuvent aussi bien porter les marques de l'adolescence ou de difficultés sociales. Sur ce point, les musulmans et une grande partie des non musulmans se rejoignent.

2- Les attentes des participants musulmans à l'égard de l'école

Nous avons demandé aux participants musulmans, comme aux autres, quels étaient pour eux les enjeux de la présence musulmane dans les écoles et quelles pourraient être les attentes de musulmans par rapport à l'enseignement. Ceux-ci ont exclusivement situé leur préoccupation à deux niveaux : celui du foulard et celui de l'entre-connaissance

Au niveau du foulard : la seule demande concrète formulée par les participants musulmans concerne la possibilité de porter librement le foulard et d'afficher ainsi son identité religieuse dans l'espace scolaire. Cette demande, reflet des débats des dernières

années, est celle qui - tant dans la bouche des musulmans que des non musulmans - est la plus emblématique et la plus mobilisée. Pour les trois participants ouvertement musulmans, les personnes de conviction musulmane, professeurs et élèves, doivent pouvoir exprimer de façon visible leur appartenance religieuse, à l'école.

Au niveau de l'entre-connaissance : en dehors de la question du foulard, les participants musulmans se sont montrés très sensibles à l'apprentissage de la différence - religieuse, culturelle - dans les écoles, dès le plus jeune âge, afin que les étudiants musulmans y trouvent leur place et y soient à leur place. De multiples demandes concernant la reconnaissance de la différence culturelle et de l'identité musulmane des élèves ont été exprimées, à travers le souhait d'une modification des programmes de cours dans le sens d'une plus grande prise en compte de la réalité multiculturelle de la Belgique, d'une formation des professeurs à l'interculturalité, ainsi qu'à travers l'organisation de rencontres et de concertations entre parents, professeurs et élèves. Cet élément de connaissance et de reconnaissance est apparu central dans les interventions des participants musulmans. L'enjeu pour eux, semble-t-il, est là. Cette exigence de dialogue et de connaissance mutuelle est, de manière générale et quant au principe, reconnue par les participants non musulmans. Certains d'entre eux ont exprimé leur souhait d'une prise en compte de la réalité de plus en plus interculturelle de la société et des écoles. Participants musulmans et non musulmans se rejoignent donc globalement sur ce point.

Toutefois, un décalage fort existe entre la très faible quantité de demandes explicitement formulées par les musulmans présents et le nombre de demandes et de faits - croissant - mentionnés par les non musulmans. En outre, les constats établis par les non musulmans sont restés le plus souvent sans réaction. Cet écart traduit un décalage au niveau des préoccupations des uns et des autres. Les enseignants non musulmans sont confrontés à une obligation de « faire face à » et se retrouvent parfois interpellés ou perdus face à des réactions d'élèves à la fois nouvelles et (symboliquement) fortes. Les autres, participants musulmans, souhaitent que les écoles s'ouvrent à la réalité particulière et souvent difficile des élèves musulmans. Il y a une attente forte, presque anxieuse, de la part des participants musulmans, à l'égard de leurs jeunes et de leur place dans la société. Probablement souhaitent-ils voir entendue et résolue cette question de fond « quelle école pour que les élèves musulmans puissent avoir leur place à part entière ? » plutôt que ou avant de s'arrêter à des problématiques pratiques. De ce fait, en raison de ce décalage dans les préoccupations, un véritable échange n'a véritablement eu lieu ni sur les principes - même s'il y a eu échanges de vues - ni sur les points sensibles, au-delà d'une réflexion sur les causes.

3- Les excès de certains élèves musulmans : tentatives d'explication

Différentes analyses, tant par les participants musulmans que non musulmans, ont été proposées à propos des comportements jugés excessifs ou radicaux. Du côté des musulmans, pas de refus de considérer que certains élèves posent problème et de réfléchir au pourquoi de cette situation. Mais le sujet est devenu plus épineux lorsque le terme « radical » - introduit par les chercheurs - a été utilisé pour qualifier certains comportements. D'emblée, une certaine méfiance des musulmans fut perceptible à l'égard de ce terme. Le « radicalisme », sujet sensible à propos duquel les musulmans « visibles » sont sans cesse mis à la question, perçu peut-être comme un sujet-piège, un sujet qu'ils préféreraient éviter. Le sentiment fut que, pour une fois que l'occasion leur était donnée de s'exprimer dans une rencontre égalitaire, ils auraient souhaité parler de la question de la reconnaissance des musulmans « ordinaires », majoritaires, plutôt que d'être ramenés, une fois de plus, aux excès de certains et mis, d'une certaine manière, en accusation. Toutefois, cette question, prenant de l'ampleur dans certaines écoles et suscitant de nombreuses interrogations, ne pouvait être esquivée lors des réunions.

Dans la première partie de cet ouvrage, différents types de causes de malaise entre musulmans et non musulmans ont été évoquées. La plupart ont notamment été

mentionnées dans le cadre du forum sur l'école. Plutôt que de les repasser toutes en revue, nous nous concentrons ici sur un élément autre, spécifiquement développé dans ce forum, et qui concerne la responsabilité personnelle des élèves qui posent problème.

En effet, à plusieurs reprises, l'imam a renvoyé les individus à leur propre responsabilité : *« Il y a aussi une part d'interprétation de la part de certains élèves. (...) Dans mes connaissances, je n'ai jamais entendu un imam, sur la chaire, dire qu'on peut faire la peau à un chrétien, un juif, ou... Donc je pense qu'il faut faire la part des choses entre ce qu'un élève peut comprendre et adopter comme attitude personnelle. C'est un geste personnel et il agit à sa guise, même s'il instrumentalise l'islam et la religion en la mélangeant avec ses attitudes. »* Plus tard, il ajoute : *« tout ne s'explique pas par le social ou l'identitaire. Parfois, c'est une question de compréhension. »*

Que ce soit à propos du choix de suivre certains prescrits islamiques ou de s'engager dans des pratiques radicales, le musulman est renvoyé à sa responsabilité personnelle, à sa conscience personnelle. Cette dimension de l'individu a également été soulignée par des non musulmans : *« Ca n'enlèvera jamais le facteur de l'individu qui vit sa religion à sa façon, à sa sauce, avec sa culture, etc. (...) Donc je pense que la question de l'islam dans les écoles, c'est vraiment un truc un peu difficile dans la mesure où c'est une question d'individus vivant un certain rattachement à l'islam à leur façon. Et je vois ça avec chacun des élèves que j'ai, je crois qu'il n'y en a aucun qui vit son islam comme son voisin. »*

Ce rappel de la responsabilité personnelle est particulièrement à propos dans un contexte notamment international qui tend à brouiller les pistes et à donner de l'islam une vision un peu essentialiste. Toutefois, référence est exclusivement faite à des phénomènes (démission des parents, imams locaux, etc.) et non à des contenus (textes et interprétations sujettes à débat au sein de la communauté) qui pourraient éclairer un certain nombre d'attitudes et donner des outils à ceux qui y sont confrontés pour réagir de façon appropriée.

Conclusion

Etonnamment peut-être, le forum sur l'islam et l'école n'a pas abordé - ou alors seulement effleuré - les questions de principes : l'identité de l'école officielle, libre catholique ou musulmane. Des expériences ont été échangées plus que des arguments, des analyses concrètes plus que des conceptions. Cela tient peut-être à la composition du groupe : des personnes pour la plupart concernées au premier plan par la problématique et soucieuses d'avancer sur les questions pratiques auxquelles elles sont confrontées : des jeunes avec des attentes particulières, nouvelles, surprenantes ou choquantes parfois. Etonnamment aussi, peu d'éléments de compréhension furent donnés en termes religieux ou culturels. Est-ce parce que peu de non musulmans s'intéressent au contenu de la religion ? Est-ce, précisément, pour éviter la confrontation sur les principes ? Est-ce pour ne pas islamiser des situations provoquées peut-être par des raisons tout à fait éloignées de la religion ? Est-ce parce que, quelle qu'en soit l'explication religieuse éventuelle, ces faits sont avant tout considérés comme des données à gérer ? Est-ce pour ne pas augmenter la charge religieuse des débats, alors que d'aucuns souhaitent voir les convictions demeurer dans les chaumières ? Les raisons peuvent être nombreuses. Elles ont en tout cas permis d'éluder un pan entier de la question.

La plupart des participants se sont montrés enthousiastes et de bonne volonté pour favoriser la mission de l'école en termes d'interculturalité. Cependant - plusieurs l'ont fait remarquer -, les participants non musulmans furent considérés comme plus ouverts que beaucoup d'acteurs sur le terrain. De la même manière,

l'écart entre la bonne volonté des participants - notamment musulmans - et les obstacles concrets sur le terrain - refus de recevoir de cours sur les autres convictions, classes rarement mixtes dans des écoles à majorité belgo-belge ou à majorité d'élèves d'origine étrangère, racisme ambiant ou islamophobie - fait que l'idéal n'est encore qu'un rêve, bien souvent.

Malgré la différence qui peut exister entre les attentes des participants musulmans et non musulmans en termes de connaissance réciproque, ils ont un intérêt commun. Ils se rejoignent pour la plupart sur la nécessité de se connaître. Toutefois, les musulmans attendent essentiellement d'être connus et reconnus dans leur identité et dans leur droit à l'exprimer et les non musulmans cherchent avant tout un vivre ensemble moins difficile. Peut-être est-il permis de dire que la demande de communication est plus existentielle chez les musulmans et plus pragmatique chez les non musulmans ? Qu'importe, les demandes respectives permettront peut-être de faire avancer la communication.

8.

Islam et médias

Le groupe « islam et médias » a rassemblé 6 journalistes de profession ou d'expérience, dont quatre dans la presse écrite, un dans les médias radiophoniques et une professionnelle de la télévision. Parmi les autres participants, deux autres ont suivi une formation en journalisme et plusieurs sont impliqués dans l'édition de revues associatives. Un dernier, islamologue de formation, a réalisé son mémoire de fin d'études sur l'image de l'islam à la RTBF, en particulier, dans le Journal Télévisé. Ils sont par ailleurs tous lecteurs de presse(s). Ce sont donc des personnes intéressées et relativement familières des médias qui ont pris place autour de la table. A l'exception de l'islamologue, athée, les « non journalistes » étaient musulmans de conviction. A l'exception de l'animateur radio, les journalistes étaient non musulmans. Ajoutons que les journalistes des médias populaires ou sensationnalistes invités n'ont pas donné suite à la proposition, dans un silence sans doute significatif. Leur absence a favorisé un déroulement plus serein des débats, mais constitue un biais. La bonne volonté affichée des journalistes non musulmans présents ne prétend pas refléter le climat général à l'égard de l'islam et des musulmans dans les milieux journalistiques belges.

1- Grande insatisfaction des musulmans par rapport à l'image médiatique de l'islam et des musulmans

Quels médias ?

Au cœur de toutes les démarches journalistiques possibles, le « choix » des médias au centre de la réflexion a été guidé par la réalité des journalistes présents. Il pourrait s'intituler « médias généralistes de référence » : des médias d'information à la fois non spécialisés, politiquement corrects, de grande échelle et non populaires. Les médias dont on attend que l'information soit rigoureuse, complète et fiable. D'autres types de médias ont également été évoqués, mais n'étaient pas « représentés ».

Quel islam ?

L'image de l'islam dans les médias apparaît pour une part liée aux musulmans et pour une part liée au travail et à la responsabilité des journalistes.

Elle est liée, d'une part, aux musulmans, puisque, comme le précise très justement une jeune convertie, « *on se rend bien compte que ce n'est pas possible de parler de l'islam sans parler des musulmans. Et donc, l'islam, rien à faire, c'est l'image des musulmans. On aura beau faire tout ce qu'on veut, c'est comme ça.* » En effet, les médias d'information n'ayant pas pour fonction de proposer des cours sur l'islam, le sujet est le plus souvent évoqué à partir de situations très diverses qui mettent en scène des musulmans ou des personnes perçues comme tels. Ces références à l'islam ou aux musulmans se retrouvent dans des contextes extrêmement variés, qui n'ont rien en commun : dans les pages de société, concernant les difficultés du vivre ensemble, à propos des remous de la mise en place de l'Exécutif des musulmans de Belgique, lors des grandes fêtes musulmanes, mais aussi au niveau national et international au sujet du terrorisme, de la guerre en Irak, de l'Iran ou de la Palestine.

L'image est liée, d'autre part, à la responsabilité des journalistes, puisque, quand « *un média développe une image, c'est cette image qui devient, dans une certaine mesure, la réalité. Donc, c'est ça l'islam.* » Cela ne veut pas dire que les journalistes créent de toute pièce l'islam, car « *la réalité revendique ses droits dans les médias* », affirme un journaliste, expliquant : « *Il y a pas mal de terroristes qui se revendiquent*

de l'islam. Alors, ce n'est pas la faute des médias, c'est bien la faute des groupes terroristes, des groupes extrémistes qui se revendiquent de quelque chose. Et ce n'est pas à moi de dire que ce n'est pas un bien croyant. » Cependant, cela ne signifie pas non plus que les journalistes ne soient pas maîtres de leur façon de transmettre les informations. Ils peuvent faire leur travail avec plus ou moins de conscience des enjeux, avec un souci plus ou moins présent de ne pas nourrir d'amalgames et de ne pas porter préjudice inutilement à une communauté. Pour un des musulmans, dans cette marge de manœuvre du journaliste s'inscrit sa responsabilité. *« Et je pense que, par rapport à cela, les médias, qui sont un pouvoir important, quand même, ont une responsabilité énorme. »*

De manière générale, les musulmans des différents forums dénoncent l'image de l'islam dans les médias. Elle fait l'objet de critiques nombreuses et acerbes, laissant parfois penser que les médias sont un univers avant tout fait de mensonges et de mauvaise volonté. Cette image est critiquée pour deux raisons : elle apparaît à la fois négative et non pertinente.

Premièrement, cette image est perçue comme très négative et source d'humiliation et de souffrance pour les musulmans. *« Quand on voit l'islam présenté dans les médias, en tant que musulmane, on n'a pas envie d'être musulmane. On est parfois vexés, humiliés. On fait beaucoup d'amalgames, c'est vrai. »* Elle nuit par ailleurs aux relations entre musulmans et non musulmans et favorise une fracture entre eux. *« La vision médiatique qu'ont certains médias de l'islam et des musulmans, malheureusement, risque, pas de créer un choc des civilisations, mais participe à la fissure de manière encore plus radicale et plus importante. »*

Deuxièmement, cette image leur apparaît comme n'étant le plus souvent pas pertinente, à différents points de vue. D'une part, elle ne fait pas honneur à la diversité et à la complexité de l'islam : *« elle n'est pas pertinente du point de vue de l'islamologue qui s'intéresse à la diversité, aux différents courants qui traversent l'islam »*. D'autre part, elle fait ou laisse passer pour islamiques des faits et des personnes qui ne le sont pas. Elle est donc mensongère ou déformante. Par ailleurs, elle ne reflète pas l'orthodoxie⁴ que certains musulmans voudraient lui attribuer. Enfin, une dernière critique tient précisément à la nature même de cette image médiatique, une image essentiellement liée aux ou à des musulmans. *« L'islam est quelque chose de bien défini et certains l'appliquent, et d'autres pas. Donc, l'image de l'islam, est-ce qu'elle est pertinente ? Pas du tout. Parce qu'elle est toujours collée aux musulmans. »*

De manière générale, les participants musulmans expriment tous le désir d'une information qui permette aux musulmans belges de conviction de reconnaître leur réalité religieuse. Si l'image de l'islam ne leur apparaît pas pertinente, cela semble être pour cette raison-là avant tout : *« Par rapport à l'image pertinente, je dirais un grand non, parce que je ne me reconnais pas en tant que musulmane et je ne reconnais pas l'islam que j'ai étudié depuis 14 ans. Et je trouve ça dommage qu'il y ait une telle désinformation »*. Voyons maintenant quels problèmes concrets se posent en termes d'information par rapport à l'islam.

2- L'information par rapport à l'islam : questions et difficultés

Les journalistes ont été confrontés à la déception des participants musulmans par rapport à l'information sur l'islam et les musulmans ou, tout au moins, traitant d'islam et de musulmans. Ce sujet apparaît très sensible, tant pour les citoyens que pour les journalistes qui tentent de faire un travail de précision. De nombreuses questions et de nombreux problèmes se posent, liés d'une part au thème, d'autre part aux pratiques journalistiques. Passons les plus importantes en revue.

⁴ Appliqué à l'islam, le terme « d'orthodoxie » réfère à la doctrine reconnue majoritairement, que ce soit par la majorité des croyants et/ou des savants.

1) Représentativité et porte-parole

Cette question se présente sous une double forme :

D'un côté, les journalistes sont confrontés à la structure non hiérarchique de l'islam et à l'absence d'autorité religieuse « agréée » par l'ensemble des musulmans. Se pose alors de façon cruciale le problème des porte-parole légitimes de la communauté et de sa représentation ? Quelle parole est légitime ? *« Ca pose aussi la question de la représentativité de la communauté. (...) C'est la question d'avoir des interlocuteurs qui soient légitimes, qui partagent une parole assez large, etc. Donc, là, ça renvoie à la communauté elle-même, à savoir comment elle se structure. Est-ce qu'il leur faut des porte-parole ou non ? Est-ce que l'Exécutif est simplement la gestion du culte ? »* De ce point de vue, des désaccords existent quant au statut reconnu à l'Exécutif. D'une part, les participants musulmans refusent de lui accorder une compétence en matière religieuse, qui serait contraire aux principes de l'islam et pour laquelle l'Exécutif n'a pas été élu - sa fonction légale est la gestion du culte. D'autre part, les journalistes et les politiques tendent à en faire le représentant officiel des musulmans.

De l'autre côté, les participants musulmans ne se reconnaissent pas dans la plupart des intervenants qui sont sollicités par les médias pour parler de l'islam et censés le représenter. Pour eux, la parole légitime est celle de musulmans croyants et pratiquants formés et bien au fait des réalités belges. Or, les choix journalistiques portent d'après eux presque toujours sur d'autres types de personnes : *« Systématiquement, ou très souvent, on va chercher le musulman progressiste, moderniste, ouvert, mais en fait, il n'a plus beaucoup d'islamité en lui, parce que un, il ne pratique pas, mais là, bon, c'est encore un choix, deux, il n'est plus croyant. »* A côté des personnes trop « faiblement » musulmanes, les musulmans « blessés » ont également le droit de cité, mais pas les simples musulmans croyants et pratiquants modérés, dénonce une participante : *« Non, il y a des orientalistes, il y a des musulmans qui ont eu des histoires atroces dans leur pays d'origine et qui ont vécu des choses horribles et qui, pour ça, ont décidé de tourner le dos à l'islam - et, à leur place, j'aurais fait la même chose -, et eux sont sur le plateau. Mais pas des gens modérés, pas des gens instruits, qui parlent parfaitement le français. Ces gens-là ne sont jamais invités. »*

Les participants musulmans ont le sentiment qu'entre le musulman culturel rassurant et l'islamiste fondamentaliste inquiétant, il n'y a pas de place pour l'expression d'une foi vécue au quotidien, qui est plus proche de leur réalité : *« Et, encore une fois, il y a le risque de vouloir présenter le bon islam, par le prisme culturel et ça, c'est dérangeant, à croire que l'orthodoxie, l'orthopraxie musulmane, ne peut pas être abordée comme étant positive. »* Pour eux, du fait de ce biais dans le choix des interlocuteurs, l'image de l'islam ne peut par définition pas être pertinente. Les médias semblent éprouver une difficulté importante à montrer le phénomène religieux à proprement parler, musulman en particulier.

2) L'incompréhension du fait religieux

La deuxième difficulté liée au traitement de l'islam est en effet son caractère religieux. Le rapport au religieux est loin d'être une évidence, dans un pays aux héritages laïque et chrétien, par ailleurs en cours de déchristianisation rapide. Pour beaucoup de Belges de souche, la compréhension du phénomène religieux n'est pas de l'ordre de l'intime. La compréhension demeure extérieure, voire exotique. Culturelle plutôt que culturelle, dirait un jeune participant musulman.

En effet, d'après les interventions, tant de participants musulmans que de journalistes non musulmans, l'approche médiatique tend à aborder l'islam en Belgique essentiellement sous deux angles, l'angle culturel, voire folklorique, et l'angle social, qui voit dans la communauté musulmane un groupe social discriminé. A ces deux angles d'approche s'ajoute celui qui prédomine dans les analyses internationales et sur le terrorisme : le religieux est alors perçu comme avilissant, fanatisant, dangereux. Or l'attente des musulmans présents est précisément une communication qui intègre la

dimension religieuse comme une donnée positive : ni exclusivement folklorique, ni emblématique d'un retard socio-économique, ni extrémiste et annihilatrice.

Ainsi, la perception de ce que peut être un reportage qui met l'islam en évidence de façon positive n'est pas la même selon la « religiosité » des individus. Montrer une famille musulmane qui fait la fête au même titre que beaucoup de familles belgo-belges fêtent Noël montre, pour la présentatrice TV, une image très positive de l'islam. De même qu'un article qui dénonce les discriminations dont sont en particulier victimes les personnes originaires de pays musulmans, pour d'autres journalistes. Ces initiatives, même si elles sont appréciées pour ce qu'elles sont, ne convainquent pas les participants musulmans, au niveau de leur attente d'une approche positive de la dimension religieuse de l'islam. Pour plusieurs participants musulmans, un des problèmes principaux est de voir dans quelle mesure les médias parlent (en) bien ou (en) mal de l'islam ? Or, pour certains autres participants, musulmans comme non musulmans, une autre question est aussi importante, voire même davantage : elle est de savoir si les médias mentionnent l'islam opportunément.

3) La référence au religieux comme paramètre explicatif dans les sujets d'information

Plusieurs participants ont dénoncé une surestimation de l'élément islam dans la compréhension et l'explication de réalités multiples. « *On surdétermine l'aspect islam, dans tout ce qui se passe. Et ça, c'est, pour moi, y compris dans les médias de référence, le travers. Pour le reste, on peut dire qu'on parle en bien ou en mal, c'est pas ça le problème, mais c'est cette surdétermination. On pense que l'islam sert d'explication pour tout ce qui se passe, que ce soit maintenant en Iran, que ce soit en Irak. Et là, il y a un problème.* » Cette analyse des situations les plus diverses par le prisme de l'islam, « l'explication par l'islam » présente un double travers.

Le premier est qu'à force d'en référer à l'islam comme un des éléments ou comme l'élément ultime d'explication d'une situation, d'un problème, la complexité de cette réalité est niée et se retrouve presque réduite à un élément unique. Par rapport à ça, le souhait de plusieurs participants est que l'information fournisse des analyses plus fouillées, moins univoques : explication par le social, par le contexte, par l'histoire, par les relations internationales, par le système politique, les rapports de force... Le second travers de cette surdétermination de l'islam est précisément que, à force d'y faire référence de façon abusive, il devient un élément ultime d'explication en dehors du temps et de l'espace. L'islam devient une idéologie globale fourre-tout servant tant à expliquer des réalités nationales, des faits divers, que des réalités internationales et le terrorisme. « *Un autre danger qui guette le traitement par rapport à l'islam, c'est l'essentialisme. (...) Et les gens qui voient les jeunes de banlieue, le Proche-Orient, le terrorisme, ... (...) On met tout ça dans un ballon et, pour peu qu'on ne soit pas à l'intérieur et qu'on puisse distinguer les ordres, on met ça dans un ballon et on essentialise tout. C'est l'islam. Point.* »

Certains journalistes se montrent conscients de ce danger et estiment que la vigilance doit être effectivement de mise, afin d'éviter de dommageables et dangereux amalgames : « *Moi, je pense que ce qui est important, en tant que journaliste, lorsque l'on traite de sujets où l'islam intervient : il faut essayer de faire la séparation entre ce qui appartient à l'islam dans ce dossier et ce qui n'appartient pas du tout à l'islam. (...) Et montrer qu'en fait, c'est peut-être juste un emballage, une justification d'un conflit qui répond à des choses absolument sombres qui n'ont rien à voir avec l'invocation d'une religion.* »

En amont de cette logique interprétative abusive et l'expliquant sans doute partiellement, le problème, inhérent à la structure des médias radiotélévisés, des transitions, des liens entre les sujets d'information. Les sujets mettant en scène des musulmans ou l'islam sont connectés, quelle que soit la réalité ou l'inexistence du lien entre les problématiques.

4) La référence aux termes et aux textes musulmans

Ces deux points de vue - le premier qui souhaite une valorisation de la dimension religieuse et le second qui conteste le recours excessif au prisme religieux - posent la question de la pertinence de la référence aux textes sacrés de l'islam et aux termes islamiques dans les sujets d'information. Les opinions divergent à ce propos, tant parmi les journalistes que parmi les non journalistes. Ceux qui pointent du doigt la surdétermination de l'islam récusent ces références, qui participent à cette survalorisation : « *Je pense qu'on peut très bien comprendre la situation en Irak, au Soudan, et en Palestine, sans faire référence à un texte religieux, sans faire référence à une interprétation de ces textes.* » Ou encore : « *C'est idiot d'expliquer la réalité par le texte.* » Pour d'autres participants, musulmans, les références au texte coranique sont légitimes, mais doivent faire l'objet d'une explication contextualisée : « *Que les médias citent le Coran, ça ne pose pas de problème. Le problème, c'est quand ils ne s'arrêtent qu'à la citation. Et à ce moment-là, j'ai envie de dire qu'ils adoptent une posture littéraliste.* »

Pour les journalistes, le problème est de rentrer dans la complexité linguistique ou exégétique dans leurs colonnes ou dans des reportages de quelques minutes. La structure des médias d'information ne semble pas nécessairement adaptée à ces analyses théologiques. De ce fait, l'usage des textes religieux dans ces sujets leur apparaît comme n'étant pas un choix judicieux, car trop complexe : « *On a une minute trente dans un JT, on a... et on doit pouvoir dire la complexité des choses dans ce cadre-là. Et ça, on ne peut pas le nier. Le lecteur, le citoyen n'en est pas responsable, mais c'est une contrainte qui est celle-là.* »

En ce qui concerne le vocabulaire, les points de vue divergent également. Certains musulmans et certains journalistes préconisent l'utilisation de traductions appropriées des termes spécifiques vers le français, pour éviter un usage impropre du vocabulaire. D'autres, par contre, musulmans et journalistes, préfèrent une utilisation des termes corrects en arabe, éventuellement assortis d'une explication.

La bonne volonté des journalistes a le plus souvent répondu aux interpellations des autres participants, mais aussi leur rappel des contraintes inhérentes à la profession et à certains types de médias. Volonté de faire mieux, sans doute, quand c'est possible, mais dans les limites du faisable et dans le respect des choix journalistiques de chacun. Le débat n'est donc pas clos.

Conclusion

Les musulmans souffrent d'un déficit de leur image. Beaucoup l'imputent aux médias, considérés comme détenteurs d'un grand pouvoir sur l'opinion publique. Or, dans le cadre de ce forum, chacun a pu interpellé les autres et poser toutes ses questions. La confrontation des interrogations, des difficultés des uns et des autres a débouché sur des éléments pratiques, à une sorte de collaboration dans la réflexion entre les participants, pour énoncer des pistes pour un mieux faire. Parfois très sceptiques ou en opposition par rapport à certaines propositions, la plupart des journalistes ont accepté, jusqu'à un certain point, la remise en question de leurs pratiques et de tirer des enseignements concrets pour leur travail.

Le forum sur les médias fut donc véritablement un lieu d'échange, un moment encourageant des relations entre musulmans et non musulmans, puisque la volonté de bien faire, de s'entendre, a présidé à ces rencontres. Si les participants étaient particulièrement de bonne volonté, il n'en reste pas moins que ce forum a prouvé qu'une véritable écoute réciproque est possible, sur des questions d'intérêt commun.

9.

Islam et politique

Les débats qui agitent tous les pays européens et la Belgique en particulier à propos d'instances représentatives des musulmans capables de négocier un rapport avec l'Etat, sont un aspect politique important de la présence de musulmans en Belgique. Toutefois, malgré son importance, en dehors des multiples rebondissements que les médias répercutent, notamment, en France et en Belgique, au sujet de la création d'organes censés représenter les musulmans, cette dimension « politique » liée à la présence de l'islam ne semble pas un enjeu public majeur.

1- Un débat difficile

Par contre, l'islam surprend par une certaine théorisation entretenue du rapport entre le religieux et l'espace public et entre le religieux et l'Etat. Cette théorisation interpelle aujourd'hui particulièrement l'Occident. Elle est loin d'être homogène. Elle n'est pas nécessairement très répandue ni connue des musulmans. Toutefois, elle circule. Elle s'exprime. Elle trouve ses sources modernes chez les Frères musulmans, chez M. Mawdudi ou, plus récemment, chez des leaders politico-religieux. Et ses discours interpellent, tant les cercles musulmans que les opinions non musulmanes.

Deux groupes ont été constitués, l'un à Liège et l'autre à Bruxelles autour de ces questions. Les membres de ces groupes présentaient des profils fort différenciés. Manquaient peut-être les extrêmes peu disposées au débat. Manquaient peut-être des « *laïques-laïquards* », même si de nombreuses personnes, de la mouvance laïque ou non, d'origine musulmane ou non, interpellaient vigoureusement leurs interlocuteurs au nom de leur agnosticisme. Manquaient peut-être des participants de religion chrétienne ou juive et manifestant fondamentalement une aversion religieuse à l'égard de l'islam. De même que manquaient peut-être des personnes issues de fractions islamistes radicales, bien que des positions maximalistes aient trouvé à s'exprimer.

Certains, tant musulmans que non musulmans, sont très éloignés des préoccupations liées aux questions d'islam et de politique, ou en relativisent la portée. Malgré tout, les présupposés théoriques et l'action politiques qui se réfèrent à l'islam posent aujourd'hui des problèmes majeurs à de nombreux non musulmans, comme le révèlent ces quelques extraits :

« La plus grosse source de peur est que la charia soit appliquée en Belgique. (Rires moqueurs de plusieurs musulmans). Et vous ne devez pas vous moquer!! »

« Je pense que vous pouvez dire : « voilà, les valeurs du Coran peuvent avoir une expression dans des valeurs de société ». Et là, vous avez peut-être un apport. (...) Et je pense que cet effort pourrait être fait par l'islam aussi, parce qu'on en voit aujourd'hui une expression politique très radicale qui nous fait peur, à travers tous les attentats, etc. »

« C'est vrai que sur des questions comme un parti musulman, les gens sont très, très mal à l'aise. »

Pour leur part, les participants musulmans - mis à part certains aux positions maximalistes - partagent à haute voix la vision démocratique des pays occidentaux - pays occidentaux où beaucoup d'entre eux sont nés ou dont ils sont devenus citoyens -, avec des divergences toutefois. Cependant, ils ne semblent pas pouvoir partager de manière aussi évidente les condamnations des non musulmans à l'égard de l'islamisme politique. D'une part parce qu'ils se montrent très critiques par rapport à la

volonté dominatrice de l'Occident et des Etats-Unis à l'égard de pays musulmans et qu'ils souhaitent une analyse plus globale. D'autre part, de nombreux croyants musulmans d'Europe sont lassés ou refusent de devoir « *constamment se justifier* ». Leur demande est d'être considérés pour ce qu'ils sont et ce qu'ils font, non par rapport à ce que d'autres font au nom de l'islam. Argument que les interlocuteurs acceptent aisément, mais qui ne les dispense pas de poser la question « en général ». Pour la plupart d'entre eux, le débat est en effet d'ordre général.

Face aux délicates questions « générales » à l'égard de l'islam politique ou du terrorisme, mais aussi face aux interrogations insistantes à l'égard de l'islam politique et de sa théorisation « chez nous », les interlocuteurs musulmans se montrent prudents. D'une part, ils en appellent au temps et à la patience : « *Il y a une évolution progressive, qui va prendre du temps* ». « *C'est un discours qui n'est pas encore élaboré*, ajoute un autre intervenant, *parce qu'on construit son identité un petit peu dans le silence, on essaie de réfléchir, on va vers quelque chose et ça va un peu trop vite* ». Cet appel au temps ne satisfait pas ceux qui ressentent l'urgence d'une réponse. D'autre part, ils en réfèrent aux débats internes aux musulmans actifs : « *Il y a tout un débat à l'intérieur et je pense qu'il est intéressant aussi de l'entendre* ». Ces propos d'un jeune laissent entrevoir la possibilité d'une évolution des positions, dans un débat, notamment, avec les pensées plus extrêmes. Cette perspective n'est pas davantage pour plaire à ceux qui souhaiteraient entendre des positions nettes et qui, face à ces interlocuteurs raisonnant avant tout en termes de communauté de croyants, ne sont pas loin d'imaginer des groupes d'activistes politiques, voire des réseaux terroristes.

Derrière la pédagogie de la patience prônée par ces musulmans pointe aussi la question de l'autorité du jugement et de celui qui le profère. Car si l'analyse et la critique d'un certain « islam politique » sont conduites au nom de principes religieux, la question des non musulmans devient celle de l'interprétation légitime, de l'autorité légitime. En d'autres termes, le jugement devient en quelque sorte impossible pour un fidèle ordinaire, tant en ce qui concerne le contenu qu'en ce qui concerne les auteurs de ces actes ou de ces idées. Il pourra au mieux s'exprimer pour soi, alors qu'on lui demande de porter un jugement sur d'autres. Un malentendu pointe ainsi et rend le débat impossible. En réalité, la demande n'est généralement pas celle de s'exprimer « au nom des musulmans », mais de porter un jugement - personnel - sur tel ou tel principe, par exemple, la primauté de la loi civile sur la loi religieuse, ce que la plupart ne font pas.

Toutes ces raisons mettent en question la possibilité même d'un débat autour d'actions politiques conduites au nom de l'islam. Ce dernier ne semble en effet pas pouvoir être mis en place facilement et le débat semble aboutir à un malaise, avec le sentiment de questions inopportunes pour les uns et d'absence des réponses pour les autres. A tel point qu'un intervenant non musulman énumère les questions pour lesquelles il souhaiterait une réponse : « *Est-ce que le doute métaphysique est autorisé par le Coran ? Est-ce que la liberté de la foi est possible - car si vous ne la trouvez pas, vous ne la trouverez pas non plus dans le champ politique ? Est-ce que le Coran fait appel à la conscience individuelle - cette conscience est essentielle parce qu'elle est répulsive à toute systématisation du modèle religieux ou a tout prosélytisme conquérant ? Quels buts poursuit l'islam ? Est-ce que vous voulez poursuivre l'islamisation du monde ? Quelle est la vision musulmane du pluralisme et de la démocratie politique ?* ». Questions auxquelles un musulman peut difficilement répondre au nom de l'ensemble des croyants, mais questions qui reviendront sur le tapis et seront régulièrement soumises aux participants durant les débats, et qui resteront le plus souvent sans suite.

2- Les fondements du politique

Certaines visions politiques de l'islam font du religieux le principe constitutif du politique et en mettent de ce fait les fondements en question. La controverse apparaît ici dans toute sa complexité et dans sa nécessité d'éclaircissement.

1) La démocratie

Parmi les intervenants, un musulman exprimait en termes maximalistes la prééminence du religieux dans le champ politique. Prééminence qui l'amenait à disqualifier, en principe, l'idée de démocratie. Cas isolé dans les groupes, et perçu comme absolument minoritaire par beaucoup de participants, musulmans comme non musulmans, il a constitué le pivot d'une partie des débats, non seulement par le caractère extrême de ses propos et la vigueur de l'argumentation, mais aussi parce qu'il forçait les uns et les autres, musulmans ou non, à expliciter leurs propres arguments ou à les rejeter en bloc. La position de cet intervenant découle d'une vision théocentrique absolue qu'il considère comme une évidence à laquelle, en tant que croyant, il est impossible de se soustraire. Elle consiste à dire que *« l'islam est un projet de société. Le Prophète, le messenger de Dieu, a pour mission d'être chef de la communauté des croyants et des non croyants. (...) D'ailleurs la moitié du Coran, ce qu'on appelle la partie médinoise, fait référence à la gestion de l'Etat. Ca on ne peut pas le gommer. (...) Nous on dit que cette question politique, ce problème de l'Etat musulman, on doit s'en occuper »*. Et, ajoute-t-il, non sans inquiéter ses interlocuteurs : *« C'est une idée qui ne va pas s'arrêter »*. Il est impossible, aux yeux de ce croyant, de revenir et de concéder quoi que ce soit.

Cette vision est inscrite par ce même croyant dans une théorie religieuse de l'histoire, inscrite dans l'annonce prophétique de Muhammad : *« Il a dit qu'après sa mort, il y aurait l'Etat musulman avec les califes bien guidés, qui durera un certain temps, et puis il y aura les rois et puis les dictateurs, et puis, va revenir l'islam tel que il a été enseigné par le prophète et dirigé par les musulmans. Et ça, on y croit, parce que c'est une prophétie, et en tant que musulmans, on y travaille. »*. Cette vision émane, pour cette personne, du texte même du Coran, qu'il importe de lire à la lettre. De ces principes et de cette vision de l'histoire découle un jugement porté sur l'idée même de démocratie, au sens occidental du terme : celle-ci apparaît vide, car sans fondement, c'est-à-dire sans fondement révélé, car se prétendant « uniquement » humaine. Par ailleurs, pour ce participant, il n'y a pas un modèle « universel » de démocratie et le modèle occidental n'est pas le seul garant de la justice.

Cette conception interroge et bouscule les fondements de la démocratie. Face à cela, beaucoup de non musulmans, pour lesquels la démocratie est une évidence, se montrent désarçonnés et tiraillés entre la reconnaissance du pluralisme et le refus perplexe d'un modèle qui articulerait religion et politique ; entre l'évidence démocratique et le refus d'en penser la valeur universelle. Au regard de ce malaise, la notion même de démocratie, pour les uns comme pour les autres, apparaît comme une notion qu'il importe de refonder ou tout au moins de réargumenter.

2) L'articulation entre le politique et le religieux

Les affirmations théoriques de ce musulman, énoncées clairement et faisant manifestement partie d'un corpus théorique bien structuré, font évidemment sursauter tous les participants, y compris de nombreux musulmans. Mais le débat ne s'engage par vraiment de leur côté sur base d'une argumentation qui fait appel aux référentiels religieux. Probablement par manque d'arguments ou parce que ces propos sont difficiles à contredire. Un participant laïque d'origine musulmane tentera bien de contrer les vues du musulman radical en faisant appel à l'islam des Lumières, mais sera vite balayé par ce dernier, qui parle avec ironie d'un « *islam moderne* », d'un « *islam désislamisé* ».

Pour le musulman radical, répondre aux exigences coraniques en termes d'islam politique est une responsabilité pour tous les musulmans. Cette « responsabilité musulmane » l'a d'ailleurs poussé à participer à la création d'un « *parti d'inspiration islamique qui ne revendique pas d'Etat islamique* », car, explique-t-il, la question d'un Etat islamique ne s'applique qu'aux pays musulmans. Selon lui, en Europe, en Belgique, les musulmans peuvent « *s'arranger* » en se limitant à revendiquer une place de minorité.

Et, ajoute-t-il de manière paradoxale : « *on ne critique pas la démocratie pour le plaisir, c'est très bien, la démocratie. Nous on pourrait très bien y vivre. (...) Voilà, je suis très content de vivre en Belgique plutôt qu'en Arabie Saoudite... D'ailleurs je ne peux pas... Tu sais que, si je vais là-bas, ils vont me foutre dehors ?* ». Bien que la démocratie soit en principe insignifiante par rapport à un Etat constitué selon un modèle califal, les musulmans pourraient s'en accommoder, dit-il, « *si les droits étaient pleinement respectés.* »

En somme, compte tenu du contexte européen, cette vision théocentrique absolue admet de se replier à l'intérieur de la communauté musulmane, tout en revendiquant un statut de minorité organisant sa vie sociale et culturelle de manière spécifique.

Pour d'autres musulmans également, sans qu'ils développent en tant que tel de théorie politique, articuler l'islam à la vie collective est une nécessité : « *L'islam, c'est une religion, mais c'est un art de vivre, par conséquent on ne peut pas le dissocier de la politique, parce qu'il faut que des musulmans représentent la partie musulmane de la population, donc il faut quand même quelqu'un qui soit au pouvoir pour défendre les intérêts des musulmans...* », dit l'une d'entre elle, non militante. Son affirmation se rapproche de l'idée d'une minorité qui doit se défendre, pour pouvoir « *vivre librement [sa] religion, avoir [ses] droits et pas créer un Etat islamique. Non, c'est pas vraiment [le] but.* » Que signifient ces expressions « vivre librement sa religion » ou « avoir nos droits » ? D'après les interventions de plusieurs musulmans croyants, ces expressions réfèrent avant tout au financement du culte, au port du foulard, à la possibilité de prier aux heures prescrites, à une série d'aménagements concrets pour favoriser la pratique. En effet, la défense des droits des musulmans apparaît un enjeu, voire l'enjeu majeur dans le vécu des musulmans. Par contre, d'autres revendications en matière droit familial n'ont pas été évoquées.

Ce type d'argumentations semble constituer l'énoncé général de la vision politique de l'islam, dans l'état actuel des débats au sein de la communauté musulmane d'Europe. Cet énoncé se réduit donc à la revendication de la possibilité d'exercer plus facilement et librement certaines pratiques. A tel point que la demande insistante de certains non musulmans d'une évaluation de portée universelle sur, par exemple, la lapidation ou l'application de la Charia, débouche surtout sur des éléments de prudence, de relativité qui visent à s'abstenir de tout jugement. « *Est-ce qu'il y a un problème de charia, de pas charia ?* » se demande une intervenante musulmane. « *Il faudrait d'abord voir ce qu'on met dedans, ajoute-t-elle, (...) et puis, si je vis au Maroc ma position est différente, si je vis en Belgique, si je suis Iraquienne, Iranienne. Et peut-être que si je vivais en Afghanistan, ben, la burqa, peut-être ça me plairait bien....Why not ? Je ne peux pas répondre à la place d'une Afghane.* »

Certains musulmans se montrent mal à l'aise ou interpellés face aux propos radicaux d'un des leurs. « *Je suis un peu bouleversée dans mes idées* », dit une musulmane croyante. Habitée à vivre un islam discret, elle dit apprécier cette franchise. Qui plus est, dit-elle, en « *entendant les propos radicaux de ce monsieur, qui a été très franc, je commence (...) je m'affirme plus* », ce qui fait dire à un non musulman : « *Vous savez que vos propos m'inquiètent plus que tout ce que j'ai entendu autour de la table.* »

D'autres, en tentant d'ignorer ou de contourner ces vues fortement théocentriques, développent un discours parallèle à trois niveaux, discours qui sera balayé par l'intervenant « radical ». D'une part, la distinction est affirmée entre « *l'islam, qui est une question de conviction personnelle* » et « *la politique, qui est un savoir-faire, une gestion des affaires des citoyens... dans leur pluralité culturelle et convictionnelle* ». Deuxièmement, ce propos se prolonge dans l'assurance que « *du fait qu'on accepte de vivre dans un Etat de droit, on adhère automatiquement au système établi dans ce pays* ». Ce discours se prononce ainsi moins sur le fond que sur l'attitude d'acceptation du pouvoir et du régime en place. Troisièmement, certains tentent d'entrer dans

le débat de fond en montrant la conciliation possible entre l'islam et la démocratie. « *Qu'est-ce que l'islam nous enseigne ? - demande l'un d'entre eux - La liberté ? On la retrouve en Europe. L'égalité ? On la retrouve en Europe. La dignité ? On la retrouve en Europe...* ». Arrivé à ce point, le membre du parti islamique l'interrompt : « *Tout de même, notre rôle premier est de dire à tous ces gens : « S'il vous plaît, le créateur de l'univers est un Dieu unique... et Il nous a envoyé des messagers, dont le dernier est Muhammad... qu'il convient de suivre... et vous allez vivre très bien ».* C'est quand même ça le message, ajoute-t-il et ce message ne transparait pas dans nos pays européens ». Et, directement, à l'adresse de son coreligionnaire : « *S'il te plaît, les gens attendent. Ils te demandent : est-ce que l'islam politique est inhérent à l'islam ou non ?* ». Pas de réponse, mais la réaction irritée d'un participant laïque d'origine musulmane : « *Nous ne sommes pas à un débat théologique, ici. Parce que tout le monde peut avoir des lectures différentes* »... Ainsi se clôture un débat politique, balayé en invoquant des motifs théologiques, sans que le répertoire « théocentrique absolu » d'un intervenant semble trouver d'arguments à sa hauteur.

À côté des positions que nous venons de voir et à leur différence, nombreux sont les participants qui s'opposent radicalement à toute connexion entre religion et politique. « *La religion ne doit pas se mêler de politique, ni la politique de religion* » dit un laïque d'origine musulmane, relayant les propos d'une intervenante non musulmane : « *Je pense que la religion et la politique sont deux choses qu'il est dangereux de mettre ensemble, l'histoire nous l'a montré et l'actualité nous le montre tous les jours* ». « *Les gens ont peur de l'islam politique* », ajoute un autre intervenant. Tout comme un musulman mystique, s'inscrivant dans la même direction, rappelle surtout la dimension spirituelle de l'islam, voire du texte coranique, dont le militant radical avait plutôt souligné l'aspect politique. C'est toutefois à un intellectuel que revient de formuler en termes de principes son opposition à toute articulation du religieux et du politique : « *Ce qu'on appelle la séparation des pouvoirs, c'est ce que j'appellerais l'autonomie du politique, l'autonomie de l'Etat. L'autonomie du politique libère tout le monde, les croyants comme les non croyants, de la confusion entre le prince, celui qui a le pouvoir politique et l'autorité religieuse ou autre* ».

Entre les positions théocentrique et laïque absolue, d'autres pensent pouvoir défendre une position intermédiaire en soulignant que des valeurs peuvent être introduites par la religion : « *Je suis d'accord avec vous que la religion catholique apporte un certain nombre de valeurs, comme la charité musulmane amène aussi des valeurs importantes* » dit un intervenant qui se déclare agnostique. Mais, ajoute-t-il, on voit des retours à l'obscurantisme et « *c'est là que je veux être surtout vigilant* ».

3) Des incertitudes

Le débat a fait apparaître que la séparation entre religion et politique, que d'aucuns ont affirmé de manière vigoureuse, doit faire l'objet de quelque précision de la part de ceux qui affirment avec vigueur l'importance de la démocratie, pensée comme construction totalement autonome et fondée uniquement sur des procédures de consultation prévues par des instances élues.

Une première incertitude est celle de démocrates qui jaugent la démocratie avant tout sur base des libertés individuelles qui s'y expriment. Sur cette base, ils sont mal à l'aise pour trouver des raisons et des arguments à opposer à des citoyens qui défendraient l'idée de fonder l'Etat sur base du religieux, si telle est leur libre volonté. L'appel à la liberté se double également d'une référence au quotidien, au vécu, à l'expression de soi. En somme, la liberté, le vécu, les pratiques sont ainsi accrochés à une vision de la démocratie, conçue avant tout comme réalité qui les rend possibles. Si la démocratie est avant tout liberté, donc chacun peut s'exprimer : « *C'est vivre sa croyance pleinement, librement, dit une musulmane pratiquante : ça veut dire porter le foulard, faire sa prière aux moments de la prière, aller librement à la mosquée, faire les réunions librement, c'est ça, en fait et ne pas avoir de restrictions dans sa conviction* ». On fera

remarquer que « *la liberté ne veut rien dire* » car elle ne suffit pas pour fonder un vivre ensemble : pour certains, c'est une découverte.

Une deuxième incertitude concerne l'articulation entre religion et politique. De ce point de vue, un membre d'un parti confessionnel chrétien défend une idée susceptible d'entrer en débat avec l'état actuel de la réflexion d'une partie des musulmans. D'après lui, il importe de ne pas séparer religion et politique. Mais, affirme-t-il, ceci doit procéder d'un préalable qui est le « *credo démocratique inconditionnel, qui seul permet de combattre l'extrême droite et l'extrémisme ou l'intégrisme religieux* ». Ceci affirmé comme préalable, cette même personne refuse l'option libérale, qui privatise les convictions, de même que l'option social-démocrate qui « *au nom du principe d'égalité ou d'équivalence de toutes les convictions, cherche à fusionner, dans le champ public, en une pensée unique* ». Il défend par contre « *l'option qui est celle d'identités qui sont reconnues, qui sont affirmées...* ». Cette personne entend parler des identités religieuses. Or, ajoute-t-il : « *On associe l'identité à une sorte de défense, alors que je pense que l'identité peut être davantage un gage d'ouverture. Que chacun affirme son identité, soit fier de son identité et la perçoive comme une ouverture à l'autre* ». Mais pour cela, il importe de passer par une « *anthropologie de référence* » selon lui sous-jacente à toute vision politique : « *La conception que l'homme se fait de son rapport à Dieu ou à la transcendance, je pense que ça a une profonde influence sur la conception que le citoyen se fait de son rapport à l'Etat* ». D'une part, on ne peut pas « *penser un modèle politique sans référence à une anthropologie* », mais, d'autre part, « *la transposition à l'état brut d'une religion dans le modèle politique conduit au totalitarisme* ». D'où son interpellation aux musulmans afin qu'ils prennent clairement distance par rapport à tout projet islamique politique.

Cette dernière position apparaissait potentiellement intéressante pour certains musulmans, car elle ne nie pas la place du religieux dans l'espace public et dans le politique, mais elle l'élabore en même temps en pleine articulation avec une affirmation démocratique.

Conclusion

Les débats autour des liens entre religion et politique montrent comment, dans l'état actuel des réflexions, l'approche en terme de pluriculturalisme ou de relations de communication entre cultures ne suffit plus. En effet, des enjeux majeurs de vie commune sont en question pour une partie de la population non musulmane mais aussi pour les musulmans. Dire qu'il s'agit à chacun de s'exprimer ou tenir des propos généraux quant au vivre ensemble ne semble plus suffire, car les interpénétrations sociales concrètes et quotidiennes sont trop importantes.

Globalement, il semble bien que la question de fondements démocratiques et, par là, celle de la réflexion quant aux fondements du politique et aux rapports entre vie publique et religion nécessite des approfondissements de la part de nombreux interlocuteurs.

Pour beaucoup d'entre eux, musulmans et non musulmans, l'idée de démocratie est identifiée à celle de ses usages pratiques, en terme de droits et de libertés, sans prise en compte des conditions qui rendent possibles ces mêmes usages pratiques.

Conclusion : les nœuds du débat

Partant du principe que les enjeux fondamentaux sont le vivre ensemble et la nécessaire confiance qui le sous-tend - confiance entre groupes sociaux et confiance à l'égard des institutions -, ce rapport a tenté d'explorer les formes des relations qui se nouent entre musulmans et le reste de la population. Il l'a fait à travers une méthodologie qui visait, d'une part, la constitution de forums de discussion entre des musulmans et des non musulmans ainsi que, d'autre part, l'analyse des débats y ayant trouvé place. Sept forums ont ainsi été organisés, en Flandres, à Bruxelles et en Wallonie, portant sur divers sujets 'enjeux': la présence de l'islam dans les écoles, le traitement médiatique de l'islam, les identités et appartenances, le port du foulard, les valeurs des jeunes, l'islam politique et les relations entre Etat et religions.

Cette démarche repose sur le postulat qu'amener des personnes à argumenter rationnellement est utile pour tenter d'identifier des points d'accords, négocier des rapprochements ou clarifier des terrains de mésentente entre elles.

Les résultats n'ont pas démenti cette hypothèse. Au regard de cette expérience, ce genre de débats - aujourd'hui très peu développé - apparaît utile, voire urgent. En effet, cette nouvelle société plurielle, s'élaborant dans l'urgence et à l'aune de la globalisation, ne se construit pas naturellement. Au contraire. Laissés à eux-mêmes, les groupes ont plutôt tendance au repli, à la défense, à la méfiance.

Les rencontres ont permis d'éclaircir certaines problématiques, ont favorisé une certaine compréhension réciproque. Toutefois, le dialogue s'est heurté à certaines limites, apparues frustrantes à certains, et qu'il importe d'éclaircir.

Questions en présence

Reprenons quelques aspects traités dans les groupes.

Identités en reconstruction

Les sociétés plurielles font naître des questions identitaires. Tout l'enjeu est celui de la recomposition des identités: musulmane dans un contexte non musulman, non musulmane dans un contexte où la présence de populations « allochtones » et la visibilité de l'islam prennent une place croissante. Comment ces deux identités entrent-elles en relation et se construisent-elles dans leur rapport à l'autre ?

A l'exception d'oppositions fondamentales entre des positions extrêmes mais tout compte fait marginales, des ajustements ont été observés, accompagnés de crispations, de beaucoup d'hésitations, mais ne laissant pas entrevoir des conflits identitaires insolubles. Ceci, toutefois, à condition qu'un débat ait lieu, qu'une parole se dise. Car - comme nous le verrons par exemple dans le cas de l'école - des signes inquiétants de profonde crispation apparaissent.

Attentes de reconnaissance

Cet aspect est sans conteste un élément fondamental de toutes les rencontres. Au cœur de leurs relations difficiles, des musulmans et des non musulmans manifestent leur besoin d'être reconnus. Dans le chef des non musulmans, la demande est moins répandue, plus discrète, mais elle se manifeste aussi car certains ont l'impression de ne pas être suffisamment respectés. A leur tour, pour beaucoup de musulmans, la reconnaissance - de leur identité, de leur vécu personnel et communautaire, de leur religion - est un enjeu capital de leur présence dans un contexte non musulman.

Ces attentes réciproques ne trouvent pas toujours d'écho. Si l'idée d'une co-inclusion réciproque était au cœur de la réflexion, le constat est qu'on en est encore assez loin :

au mieux on s'écoute et on dit qu'on a envie d'écouter davantage. Mais, d'une certaine manière, on reste sourd. On dit qu'on s'écoute pour pouvoir parler de soi.

Politique

La vision politique de l'islam fait partie des inquiétudes actuelles, même si celles-ci restent le plus souvent imprécises dans le chef des non musulmans. Elles sont alimentées par des événements mondiaux, mais également par des discours musulmans contemporains.

Ces débats posent la question du fondement théorique des principes sur lesquels reposent la société et l'Etat belges, dans la profondeur de leur signification et de leur histoire. Qu'est-ce que la démocratie? Qu'est-ce que la neutralité? Qu'est-ce que le pluralisme? Que sont les droits de l'homme? Ces notions, brandies à tout va pour justifier et fonder des discours parfois antagonistes, mériteraient d'être débattues, mais tout autant, voire plus encore, clarifiées, thématisées et enseignées de manière didactique ou critique.

Ecole

Les écoles où étudient de nombreux élèves musulmans ou d'origine musulmane sont aujourd'hui confrontées à une série de demandes ou de manifestations d'apparence religieuse. Des enseignants s'interrogent. Ces demandes se présentent plus ou moins fréquemment, apparaissent plus ou moins légitimes, mais, de toute façon, interpellent les écoles dans leur identité et dans leur mission d'éducation.

De nombreuses écoles connaissent une mixité culturelle et religieuse. Mais cela ne suffit pas à se connaître et à se comprendre. Une disponibilité, une ouverture sont nécessaires. Or, même dans certaines écoles mixtes, la situation apparaît alarmante aux yeux de plusieurs enseignants qui témoignent d'une tendance au repli communautaire. Une tendance généralisée, et non spécifiquement musulmane, mais qui empêche la création du lien social. Comment, dans ces conditions, l'école peut-elle remplir sa mission de socialisation? Le débat est ouvert, et urgent.

Médias

Le forum sur les médias a eu lieu avant l'affaire des caricatures de Mahomet. Il laissait entrevoir des tensions qui sont confirmées depuis. Les participants musulmans, au début des rencontres, manifestaient une insatisfaction profonde à l'égard du travail d'information fait par les journalistes par rapport à l'islam. Les débats ont au moins permis de voir la complexité d'un travail journalistique de qualité et la complexité de l'islam, dont les médias tentent de rendre compte en dépit des contingences pratiques et événementielles.

L'affaire des caricatures met une nouvelle fois les médias dos au mur par les critiques des musulmans, mais déborde largement la question de la qualité de l'information pour poser celle des libertés civiques.

Foulard

A ce niveau des libertés civiques, dans tous les groupes, la question du port du foulard est apparue, à un moment ou à un autre. Les musulmans, qu'ils soient militants, pratiquants ou non pratiquants fondent leur revendication à pouvoir porter le foulard - qui a manifestement une forte charge symbolique pour eux - sur l'idée de liberté.

Cette question suscite de nombreux débats parce que, alors qu'elle est relue par certains - musulmans et non musulmans - comme une expression individuelle de l'identité et est jugée avant tout selon cette perspective, les autres la regardent comme un fait idéologique. La question demeure ouverte, particulièrement lorsque le débat concerne le port du foulard dans les institutions publiques et par des agents de celles-ci.

Plusieurs problématiques apparaissent de façon récurrente.

Une difficulté à parler en termes de principes

Dans plusieurs groupes, des participants ont exprimé leur sentiment que les débats n'avaient pas touché les questions de fond, ou ne les avaient abordées que de façon superficielle. En effet, au niveau du discours, de nombreuses interventions se limitent à une défense d'intérêts particuliers ou à l'affirmation de principes, sans grande capacité de les argumenter.

Les débats ont donc souvent manqué de clarté. De part et d'autre, il apparaît urgent de clarifier les termes du débat et les enjeux, et d'oser entrer dans une confrontation transparente. Car ces évitements réciproques créent des tensions plus qu'ils ne les atténuent. Des débats argumentés sont absolument nécessaires pour éviter les frustrations et les replis, tant dans des rencontres comme ces forums qu'au niveau sociétal.

La maîtrise des questions

Musulmans et non musulmans vivent, en Belgique, dans un système politique et social qui a ses faiblesses, mais qui, globalement, fonctionne. Ils baignent, pour la plupart, dans la conscience de la valeur du modèle dans lequel ils ont grandi. Peu d'entre eux, toutefois, à l'exception de quelques intellectuels, ont une véritable compréhension et connaissance théorique et historique des principes qui fondent l'Etat belge et les Etats démocratiques modernes : démocratie, neutralité, droits de l'homme, pour ne citer que ceux qui font le plus objet de débat. Dans les rhétoriques réciproques - surtout entre certains musulmans et les autres participants -, ces termes sont régulièrement invoqués, au service d'intérêts parfois opposés. Or certains argumentaires ne trouvent pas de réponses satisfaisantes en raison de ce manque de maîtrise.

Des attitudes de débat à construire

Un débat n'est pas seulement un échange de contenus, d'arguments. La possibilité qu'il porte du fruit dépend également des visions, des attitudes et des postures des personnes engagées dans la discussion. A ces trois niveaux, la poursuite des débats entre musulmans et non musulmans nécessite un travail de clarification. Explicitation des contenus et rediscussion des fondements. Explicitation des hiérarchies de valeurs et des priorités : les uns et les autres ne se situent pas nécessairement dans la même perspective, il importe d'en être conscient et de le clarifier. Enfin, les acteurs doivent travailler leur disposition d'écoute, d'ouverture, de confiance pour permettre l'avancée des débats et la compréhension réciproque. A ces trois niveaux, des approximations, des manques de clarté ont tendu des pièges aux discussions et ont limité la possibilité de se comprendre vraiment ou de traiter des questions dans le fond.

Au terme de ces forums, nous constatons qu'il n'y a pas de blocage, pas de clivage net entre musulmans d'une part et non musulmans d'autre part. Il y a, d'un côté comme de l'autre, des positions différenciées, des regroupements à géométrie variable. Des évolutions sont certainement possibles. Nombre de participants se sont montrés enthousiastes et désireux de pouvoir poursuivre ce type de démarche, trouvant des réponses à certaines questions, découvrant parfois des espaces insoupçonnés. Toutefois, on ne dira jamais assez l'urgence de créer ces espaces de rencontre, de confrontation, d'échange. Les processus spontanés ne conduisent pas nécessairement à une cohabitation harmonieuse, car la méfiance prévaut souvent face à l'autre, différent de soi, face à ses croyances, son mode de vie, son expérience. Les points de débat sont nombreux et doivent faire l'objet d'une parole claire, dans un climat de confiance, or les difficultés sont de taille.

Résumé

Contexte

Présent en Belgique depuis une quarantaine d'années, l'islam est aujourd'hui une composante de la réalité belge qui la met en question. En effet, la « rencontre complexe » entre une partie de la population belge qui active ses références aux multiples formes de l'islam et la population belge non musulmane met en relation et confronte des histoires différentes, des visions du monde différentes, des perceptions différentes du rapport entre le religieux et l'espace public, des sensibilités politiques différentes.

Cette rencontre interpelle tant les citoyens, musulmans ou non, que la société en général. Celle-ci doit en effet repenser le lien social et la cohabitation entre les groupes. Or cette dernière ne se réalise pas par des processus sociaux « naturels », c'est-à-dire inscrits dans des automatismes sociaux et dans les fonctionnements ordinaires des institutions.

Objectifs

A partir de « forums réflexifs », cette recherche crée des espaces de rencontre de fond entre citoyens de conviction musulmane et citoyens non musulmans où, à travers le débat et la discussion, les nœuds, les tensions, les désaccords, mais aussi les points d'entente et les possibilités d'évolution peuvent surgir. A travers le retour réflexif sur soi qui leur est proposé, mais aussi par le bénéfice de rencontres répétées des mêmes groupes, les participants sont invités à dépasser l'échange d'arguments théoriques pour atteindre le niveau d'une véritable rencontre, d'une véritable confrontation, d'un véritable engagement personnel. Par ce biais enfin, la recherche évalue le degré, la possibilité ou les conditions de possibilité de co-inclusion entre des musulmans et des non musulmans. La co-inclusion, qui fait référence à la capacité des parties en présence de se penser elles-mêmes en incluant la présence de l'autre, apparaît en effet un concept clé et fondateur du vivre ensemble ; elle concerne la capacité à penser un terrain d'entente pour la vie commune et à créer une base minimum de confiance.

Mise en œuvre

Sept « forums réflexifs », de trois rencontres chacun, sont organisés entre les mois de septembre 2004 et d'octobre 2005. Ils se penchent, par ordre chronologique, sur les « enjeux » suivants : la question de l'islam dans les écoles, celle de l'islam politique, de la construction des identités et appartenances, de l'islam dans les médias, du foulard, des valeurs des jeunes, et enfin, des rapports entre 'Eglise' et Etat. Les « forums réflexifs » comportent généralement une douzaine de participants, issus d'horizons divers, pour moitié de culture et, le plus souvent, de conviction islamique, pour moitié sans héritage musulman aucun mais issus d'horizons culturels variés.

Résultats

Si on ne peut conclure à un clivage net entre les musulmans et les non musulmans, des positions différenciées et des regroupements à géométrie variable existent de part et d'autre entre lesquels n'existe pas toujours de terrain d'entente. Les débats révèlent l'urgence de relever certains défis, tels ceux posés par la présence de l'islam dans les écoles. Ils mettent en évidence le problème central de la reconnaissance réciproque. Ils éclairent des difficultés de communication liées tant à un usage différencié des concepts et référence, qu'à une maîtrise différente des questions ou à l'hétérogénéité des priorités de chacun. Avant tout, ils mettent en lumière la nécessité de donner à tous les citoyens, dès l'enfance, les outils pour penser et comprendre les fondements de la vie en société : démocratie, neutralité, ...

Méthode de recherche, ces « forums réflexifs » sont aussi des espaces citoyens de rencontre, de confrontation et d'échange. L'état du vivre ensemble et l'enthousiasme de nombreux participants montrent l'urgence de créer et de soutenir des espaces de ce type.

Executive Summary

Background

Islam, which has been present in Belgium for about 40 years, is now part of the country's everyday life, an everyday life that is being called into question. In fact, the complex interaction between one part of the Belgian population that practice various forms of Islam and the other non-Muslim part of the Belgian population demonstrates the similarities and contrasts between the different backgrounds, different ways of looking at the world, different perceptions of the relationship between religion and the public domain and different political sensitivities.

The interaction concerns individual citizens, both Muslim and non-Muslim, and society as a whole, which has to reassess the social link and the co-existence of the groups. However, these groups will not be able to co-exist purely as a result of 'natural' social processes, i.e. those that are included in societal automatic mechanisms and the standard functioning of institutions.

Objectives

With discussion forums, this research is creating places where Muslim and non-Muslim citizens can have in-depth discussions and where dialogue and discussion can lead to sticking points, tensions and disagreements but also to areas of consensus and possibilities for progress. By using the opportunity to reflect about themselves, which they are offered during the forums, and also given the advantage of holding meetings in the same groups, the participants are invited to go beyond simply sharing theoretical arguments so as to achieve genuine interaction, genuine confrontation and genuine personal commitment. The research can then evaluate the extent or possibility of co-inclusion or the conditions for making co-inclusion possible between Muslims and non-Muslims. Co-inclusion, which refers to the ability of the parties present to think about themselves whilst taking account of the other, seems to be a key and founding concept for co-existence. Co-inclusion refers to the ability to consider a common ground for co-existence and to create a minimum basis of trust.

Implementation

Seven discussion forums, each with three meetings, were held between September 2004 and October 2005. They dealt with the following issues (in chronological order): Islam in schools, political Islam, the formation of identities and allegiances, Islam in the media, the hijab, young people's values and the relations between the 'Church' and the State. About a dozen people participated in each discussion forum. The participants came from a range of different backgrounds, half of them practising Islamic culture and usually Islamic faith, and the other half having no Muslim ties and coming from diverse cultural backgrounds.

Results

Whilst it is not possible to conclude that there is a clear divide between Muslims and non-Muslims, different positions and different groupings exist in both populations and there is not always common ground between the two. Discussions show that overcoming certain challenges, such as those arising as a result of the presence of Islam in schools, is an urgent matter. These challenges raise the core problem of mutual recognition. They also shed light on the communication problems related to the different use of concepts and reference as well as to a different understanding of issues or to the fact that each individual has different priorities. Above all, they highlight the need to give all citizens, from an early age, the means to consider and understand the basic principles of life in society, such as democracy and neutrality.

These discussion forums are both a means of research and a place where citizens can meet, discuss and share experiences. Co-existence and the enthusiasm shown by many participants demonstrate the urgent need to create and support these types of places.

Fondation Roi Baudouin

Œuvrer ensemble pour une société meilleure

www.kbs-frb.be

La Fondation Roi Baudouin soutient des projets et des citoyens qui s'engagent pour une société meilleure. Nous voulons contribuer de manière durable à davantage de justice, de démocratie et de respect de la diversité.

La Fondation Roi Baudouin est indépendante et pluraliste. Nous opérons depuis Bruxelles et agissons au niveau belge, européen et international. En Belgique, la Fondation mène aussi bien des projets locaux que régionaux et fédéraux. Elle a vu le jour en 1976, à l'occasion des vingt-cinq ans de l'accession au trône du Roi Baudouin.

Pour atteindre notre objectif, nous combinons plusieurs méthodes de travail. Nous soutenons des projets de tiers, nous développons nos propres projets, nous organisons des ateliers et des tables rondes avec des experts et des citoyens, nous mettons sur pied des groupes de réflexion sur des enjeux actuels et futurs, nous rassemblons autour d'une même table des personnes aux visions très différentes, nous diffusons nos résultats au moyen de publications (gratuites), ... La Fondation Roi Baudouin collabore avec des autorités publiques, des associations, des ONG, des centres de recherche, des entreprises et d'autres fondations. Nous avons conclu un partenariat stratégique avec le European Policy Centre, une cellule de réflexion basée à Bruxelles.

Nos activités sont regroupées autour des thèmes suivants :

Migration & société multiculturelle - favoriser l'intégration et la cohabitation multiculturelle en Belgique et en Europe

Pauvreté & justice sociale - détecter de nouvelles formes d'injustice sociale et de pauvreté ; soutenir des projets qui renforcent la solidarité intergénérationnelle

Société civile & engagement citoyen - stimuler l'engagement citoyen ; promouvoir les valeurs démocratiques auprès des jeunes ; appuyer des projets de quartier

Santé - encourager un mode de vie sain ; contribuer à un système de soins de santé accessible et socialement accepté

Philanthropie - contribuer à un développement efficace de la philanthropie en Belgique et en Europe

Balkans - protéger les droits de minorités et de victimes de la traite des êtres humains ; mettre sur pied un système de visas pour étudiants

Afrique centrale - soutenir des projets de prévention du sida et de prise en charge de malades du sida

Le Conseil d'administration de la Fondation Roi Baudouin trace les lignes de force de la politique à mener. Celle-ci est mise en œuvre par une soixantaine de collaborateurs - hommes et femmes, d'origine belge et étrangère, wallons, flamands et bruxellois.

Les dépenses annuelles de la Fondation sont de quelque 40 millions d'euros. Outre notre propre capital et l'importante dotation de la Loterie Nationale, il existe aussi des fonds de personnes, d'associations et d'entreprises. La Fondation Roi Baudouin reçoit également des dons et des legs.

Vous trouverez de plus amples informations sur nos projets et nos publications sur le site www.kbs-frb.be

Une e-news vous tiendra informé(e). Vous pouvez adresser vos questions à info@kbs-frb.be ou au 070-233 728.

Fondation Roi Baudouin, rue Brederode 21, B-1000 Bruxelles

+32-2-511 18 40, fax +32-2-511 52 21

Les dons de 30 euros minimum versés sur notre compte 000-0000004-04 sont déductibles fiscalement.



Avec le soutien de la Loterie Nationale